

PCF

Parti  
Communiste  
Français

# L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 10 au 23 février 2014 – n°143

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

## Matière à riposte Paule Masson

**L'histoire ne se répète pas. Mais puiser dans le passé offre matière à éclairer le présent. Il y a quatre-vingts ans, le 6 février 1934, l'extrême droite, qui bat le pavé parisien depuis plusieurs semaines déjà, réussit une démonstration de force. « Juifs dehors, République pourrie... » scandent les manifestants. L'événement est resté gravé dans les mémoires comme une date de basculement de l'histoire.**

Le contexte est propice à un coup d'État, qui est évité de peu. Depuis le crash financier de 1929, la crise économique frappe dur sur les ménages. De lourdes affaires de corruption touchent le gouvernement et décrédibilisent le pouvoir. La gauche est divisée, les syndicats aussi. Depuis un an, Hitler est devenu chancelier du Reich et l'ombre du fascisme s'étend sur l'Europe.

Le monde d'aujourd'hui ne ressemble en rien à celui des années trente. Nous sommes pourtant confrontés à ces rares moments de l'histoire où la France la plus conservatrice descend massivement dans la rue et ose réclamer une remise en cause de droits que l'on croyait acquis, comme le droit à l'IVG. Depuis quelques jours, les attaques se focalisent sur la question du genre, à coups d'intox, de rumeurs et d'assertions très condamnables. Ainsi, Marine Le Pen ne vient-elle pas de s'insurger sur France 2 contre « les militants LGBT qui vont dans les écoles pour exposer la théorie du genre » ? En quoi est-ce mal ? Faut-il interdire aux homosexuels de parler des discriminations, du respect de la différence, de la réflexion sur la manière dont s'affirme une orientation sexuelle ?

Plutôt que d'assumer, le gouvernement cède, renonce à présenter la loi sur la famille, reste sur la défensive concernant l'identité de genre comme objet d'étude (alors que les études de genre, gender studies, sont largement enseignées à l'université et dans les grandes écoles). Il y aurait pourtant matière à riposter vigoureusement pour contrer le fond idéologique que trimballe ce déchaînement obscurantiste. Affirmation du racisme et même retour de la théorie des races, homophobie décomplexée, apologie du sexisme de la femme « procréatrice », tout est lié par une logique qui tente d'effacer le rôle que jouent les rapports sociaux dans la construction de l'être humain. « L'individu se caractérise fondamentalement par sa relation à la société », théorisait Marx. Il doit se retourner dans sa tombe.

D'où l'on revient à l'utilité de l'histoire. Car elle prouve combien rien n'est jamais totalement écrit. Après le 6 février, vint le 12 février 1934. La gauche et les syndicats appellent à la mobilisation contre les ligues fascistes. Le PCF et la CGTU d'un côté, la SFIO et la CGT de l'autre. Les manifestants opèrent la jonction, donnant naissance à une dynamique unitaire qui débouchera sur le Front populaire. Comparaison n'est pas raison. Mais, il faut bien l'avouer, nous sommes en manque d'unité. La gauche est dispersée, les syndicats sont divisés et ces deux mondes ne parviennent pas à opérer des rassemblements. Il est des questions qui pourtant les rapprochent : le refus de l'austérité et presque toutes les questions de société, comme le droit à l'avortement ou la lutte contre les discriminations. Dans la rue, la France conservatrice réussit des démonstrations de force. Dans les têtes, elle n'a pas partie gagnée. Mais face à l'offensive réactionnaire, s'exprime le besoin d'une gauche debout.

## SOMMAIRE

P1 Édito - Sommaire

P2 Agenda

P3 Loi sur la famille : un recul qui sonne comme une retraite ; La santé bucco-dentaire doit être prise en charge à 100% ; Mal logement : « Assez de se payer de mots ! Maintenant il faut des actes »

P4 Enfants déscolarisés pour protester contre la « théorie du genre » : "scandaleux et irresponsable" ; Ensemble, osons la culture ! ; Tunisie : le PCF salue l'adoption de la nouvelle Constitution ; Les droits des femmes à l'honneur dans le gouvernement Bachelet

P5 Sotchi : "Les JO ne peuvent pas se faire contre les peuples" ; Farmakonisi: l'UE doit stopper les massacres ; Ukraine : Sortir de l'ornière ; Décès de François Cavanna : "Il va manquer à notre humanité"

P6 L'auto entrepreneuriat : une lubie pour Madame Fioraso ! ; Désabonnements en masse : la qualité de la recherche universitaire mise en péril ; Semaine anti-coloniale du 14 février au 3 mars 2014

P7 Humanité Dimanche du 6 février ; La Semaine de la Pensée Marxiste : un outil de formation et de progrès pour tous les étudiants ! ; A voir sur l'internet ; pétitions ; A lire

P8 Les fourberies de Sapin

P9 L'appel au sursaut républicain

P10-11 Annecy populaire

P12-13 Rencontre avec Alexis Tsipras au siège du PCF

P13 Assez de morts en Méditerranée passons des discours aux actes !

P14 La sidérurgie européenne méritait mieux que ce rapport ! ; Échec de la campagne de haine et de désinformation de la manif pour tous au Parlement européen ; Vote du rapport Lunacek : bonne nouvelle pour la défense des droits fondamentaux

P15 Du nouveau dans la gauche belge ; Inde : 11 partis s'allient autour des communistes pour constituer un "Third Front" ; Ukraine : Des "fronts antifascistes" créés à Kharkov et à Kiev

P16-19 Savoie La lutte contre les transports scolaires payants

P20 Mory Ducros : "Un pacte de responsabilité qui coûte 3000 emplois" ; Pour un pacte de solidarité contre le pacte de responsabilité ; Aidons l'Huma !



**FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM  
DES DROITS DE L'HOMME EN HAUTE-SAVOIE**

DU 2 AU 14 FÉVRIER 2014 / MJC DE NOVEL (Annecy) -  
LA TURBINE (Cran-Gevrier) - L'AUDITORIUM (Seynod)  
**Plus d'infos** : 04 50 45 29 67 - hautesavoie@secours-catholique.org



Lundi 10 février réunion collectif Palestine

Mardi 11 février 20h30 Auditorium de Seynod Un été avec Anton, réal. Jasna Krajnovic, 2012. Intervenante : Christine Laroque, responsable des programmes Asie Russie à l'ACAT.

de 18h30 à 20h Café des « Négociants » 168, rue Pertuiset à Bonneville : Café-Débat : « N' tron patoé (notre patois) » Animé par Marie-Thérèse Mouchet-Ducastel, Janine Bétend, Pierre Meynier et Jean Chappex

mercredi 12 février, à 20h30, Salle de conférence de l'ENILV (École nationale des industries laitières et de la viande), 212 rue Anatole France LA ROCHE SUR FORON (Haute-Savoie) : conférence Raoul-Marc Jennar sur le traité transatlantique A l'invitation du collectif « Stop GMT 74 »

20h alterlocal Projection de "Hiver Nomade" 90min. Suisse, Carole et Pascal partent pour leur transhumance hivernale avec trois ânes, quatre chiens et 800 moutons. Pour la nuit, une bâche et des peaux de bête comme seul abri. Docu de toute beauté à venir contempler au coin du feu. <http://www.hivernomade.ch/synopsis>

Judi 13 février Assemblée Générale MRAP  
réunion RESF

20h00 Thonon Cinéma Le France Film - Les Petits gars de la Campagne d'Arnaud Brugier, Les Bobines du Léman avec la Confédération Paysanne et les AMAP

19h alterlocal Découverte du réseau des Colibris. Changer le monde à notre échelle ! Colibris est un mouvement créé par Pierre Rabhi pour favoriser l'émergence d'un autre modèle de société. Le groupe du bassin Annécien se réunit pour mettre en œuvre des actions (Jardin d'échange universel, Gratifieria, Incroyables comestibles...) auxquelles le tout le monde peut participer.

<http://colibris.ning.com/group/colibris-autour-d-annecy>

Vendredi 14 février réunion Chaîne humaine contre les haines  
20 h MJC de Novel - Annecy, The Boys of Baraka, réal. Heidi Ewing et Rachel Grady, 2005 Intervenante: Marie Derain, Défenseure des enfants

**L'ECOLE, UN ENJEU DE SOCIETE,  
TOUJOURS PLUS D'ACTUALITE...**  
CONFERENCE OUVERTE À TOUS AVEC

# Nico Hirtt

proposée par les syndicats Sud Education 74 et CGT Educ'action  
(en réunion d'information syndicale 1er degré)

Nico Hirtt est un enseignant, syndicaliste, chercheur marxiste, agrégé de sciences physiques, enseignant en physique et mathématique dans le Brabant wallon (Belgique), membre fondateur de l'APED (Appel Pour une Ecole Démocratique), rédacteur en chef de la revue trimestrielle L'école Démocratique et auteur de divers ouvrages sur l'école.

**Vendredi 14 février 2014 - 20 h-**  
Salle Municipale Complexe Martin Luther King  
ANNEMASSE

## L'APPROCHE PAR COMPETENCES

Demandée depuis des années par l'OCDE, la Commission Européenne, la Banque Mondiale et ... les lobbies patronaux, l'orientation de l'enseignement sur les compétences se propage partout dans le monde et vise à adapter l'enseignement aux exigences des marchés : adaptabilité et mobilité, sacrifiant les savoirs gratuits, "inutiles" sur le marché du travail. Elle forme des travailleurs multicompetents mais peu qualifiés et ouvre encore plus grand la porte à une école à deux vitesses : ceux qui n'iront "pas loin" et les autres ...

## LES EVALUATIONS PISA

Quelles lectures peut-on faire de ces enquêtes qui contribuent à déterminer nos politiques éducatives ?



Syndicat SUD 74  
159, rte de la Crusaz  
74420 BURDIGNIN



SDEN CGT - HAUTE SAVOIE -  
Maison des Syndicats  
29 rue Crête  
74960 Cran Gevrier  
Email: sden74@laposte.net

Samedi 15 février réunion Gauche En Marche

Mardi 18 février réunion Chaîne humaine contre les haines

Mercredi 19 février 20h alterlocal Projection de "Notre Dame des Luttes" un documentaire intimiste sur la résistance à l'aéroport, hélas à nouveau d'actualité... Le documentariste Jean-François Castell a passé trois semaines au cœur de la Zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes et nous livre, son regard « à hauteur d'homme » sur cette lutte qui a pris une ampleur exceptionnelle depuis le début de la répression policière le 16 octobre et surtout avec la manifestation de réoccupation du 17 novembre. A visage découvert, les activistes venus de partout décrivent cette « fraternité » qu'ils ont trouvée dans l'organisation autonome de cette lutte.

20h30 à l'Agora Bonneville Conférence : « Comment peut-on être montagnard » avec Bernard Debarbieux

Judi 20 février réunion du Mouvement de la Paix

20h alterlocal Projection de "Les LIP, l'imagination au pouvoir". Réalisateur : Christian ROUAUD Durée : 2h. Documentaire retraçant le premier grand exemple d'auto-gestion en France avec notamment la reprise du travail des employés à leur propre compte pour y vendre leurs montres. La marche Lip qui réunit plus de 100 000 personnes dans la capitale Comtoise ou des slogans mémorables tels que « c'est pas des murs l'usine, c'est d'abord des travailleurs » ou « c'est possible ! On fabrique, on vend, on se paie! » ont marqué durablement les luttes syndicales de l'après mai 68.

Vendredi 21 février réunion Gauche En Marche

19 h assemblée générale ordinaire de l'association ACCUEILLIR l'ETRANGER, à la salle à côté de l'église Sainte Bernadette, avenue d'Albigny 74000 Annecy (face Casino Impérial, bus n°2)

Samedi 22 Février AG du Collectif Non au Gaz de Schiste des Pays de Savoie et de l'Ain à partir de 14h EVIRES salle St-Jean Baptiste (Le Cercle) au Chef-Lieu

## Loi sur la famille : un recul qui sonne comme une retraite

Hier après-midi, Matignon a annoncé que le gouvernement ne présentera pas son projet de loi sur la famille en 2014. En dépit des explications du gouvernement, ce recul sonne comme une retraite. Au lendemain d'une manifestation rassemblant droite et extrême-droite, il cède aux slogans indignes de ce dimanche et du précédent.

Ce manque de détermination aujourd'hui, ce sont des milliers d'enfants de familles adoptives, recomposées et en crise qui le paieront demain. Ce projet de loi voulait leur rendre des droits, apaiser les conflits qui les déchirent : ils attendront. Cette dérobade sous la pression est une défaite pour tous.

## La santé bucco-dentaire doit être prise en charge à

100%

Le PCF se félicite de la volonté exprimée par la Confédération Nationale des Syndicats Dentaires (CNSD), principal syndicat des chirurgiens-dentistes libéraux, seul signataire de l'avenant 2 et 3 de la convention nationale dentaire, d'interpeller le gouvernement sur sa politique de protection sociale dentaire en France, génératrice d'un fort renoncement aux soins de la population. Cette situation intolérable, depuis des décennies, d'inadaptation de la nomenclature des actes professionnels au progrès des sciences et techniques odontologiques, renforce les inégalités sociales d'accès à la santé bucco-dentaire, jusqu'à en devenir un modèle pour l'ensemble de la protection sociale.

Le PCF rappelle son attachement à une prise en charge à 100% de tous les soins et de la santé de toute la population, incluant donc la santé bucco-dentaire. Cette position a été défendue par les parlementaires communistes et du Front de gauche, à de nombreuses reprises, et encore récemment dans le cadre du PLFFS 2014 ou contre la PPL Leroux, au Sénat comme à l'Assemblée nationale.

Cette meilleure prise en charge n'est pas du domaine de l'utopie, puisque tout le monde s'accorde à dire que cela équivaldrait à augmenter de 2 milliards d'euros le budget dévolu aux prestations sociales dentaires, dépenses à laquelle nous proposons d'opposer notamment comme recette la participation des revenus financiers au même taux de cotisation sociale, soit près de 80 milliards de recettes nouvelles. Encore faut-il que le gouvernement en ait la volonté politique!

Le PCF rappelle sa disponibilité immédiate à toute initiative la plus large possible allant dans ce sens.

## Mal logement : « Assez de se payer de mots ! Maintenant il faut des actes »

Que la 5<sup>ème</sup> puissance mondiale compte des millions de mal-logés et laisse mourir dans la rue est accablant. Le rapport de la fondation Abbé Pierre est sans appel. Comme la courbe du chômage, celle du mal logement peine, et c'est un euphémisme, à s'inverser. Paradoxe saisissant, côté pile : les logements manquent. Côté face : les carnets de commandes de ceux qui les construisent sont vides annonçant une épidémie de fermeture de PME en 2014. Jetant par là-même des milliers de personnes au chômage qui rejoindront le cortège de ceux, si nombreux, qui peine à payer leur loyer. Le taux d'effort pour payer le loyer est si lourd qu'il s'apparente aux sacrifices impactant sévèrement le pouvoir d'achat des ménages. Assez de se payer de mots ! Maintenant, il faut des actes articulés autour de la politique urbaine, construction et transformation du bâti existant, et financement.

Très loin du pacte d'austérité et de la limitation au crédit d'investissement des collectivités territoriales et des opérateurs publics qui limitent drastiquement leur capacité de contribuer à la construction et à la réhabilitation de logements sociaux.

Nous proposons un plan appuyé sur 5 axes pour tenir le 22<sup>ème</sup> engagement de François Hollande :

- construire 500 000 logements neufs par an dont la moitié de logements sociaux.

- Il faut mettre des pansements en urgence, type réquisitions. Mais sans la construction et la réhabilitation de logements, il s'agit de cache-misère. Il faut mobiliser des financements de l'ordre de 50 milliards d'euros annuels hors taxe, frais financiers, prix du foncier... Cela représente un effort d'investissement d'environ 2% du PIB. Les principales sources de financement sont le livret A et le 1% patronal. Trois quarts des français ont un livret A. L'encours de plus de 100 milliards d'euros était, jusqu'en 2008, le monopole de la caisse d'Épargne et la Poste. L'ouverture à des banques privées a favorisé le transfert des gros portefeuilles vers des placements plus rémunérateurs, entraînant une baisse des financements du logement social. La collecte du livret A par les banques privées n'est qu'en partie centralisée à la caisse des dépôts et consignations. Et, n'est par conséquent que partiellement fléchée sur le financement du logement social. A cela s'ajoute, l'impact négatif de la crise et du chômage sur le 1% patronal. Alors que la relance de l'emploi par la construction engagerait le pays dans spirale vertueuse plutôt que l'enfermement dans la logique de crise. « Quand le bâtiment va, tout va » dit l'adage.

- Il faut réduire le coût de la construction. La flambée des prix à l'achat ne rime pas avec une augmentation de ceux qui construisent, de l'autre des sous-traitants rémunérés en 2013 comme ils l'étaient dans les années 80. Autant dire que l'état peut toujours les exonérer de cotisations sociales, les marges des sous-traitants sont immédiatement phagocytées par les promoteurs, pour finalement financer les fonds de pension. Des marges si faibles, que les sous-traitants n'ont pas d'autres choix que de renier sur la qualité, les conditions de travail, et même la réglementation. La responsabilité sociale des majors du BTP doit être interrogée. A défaut leur nationalisation doit ainsi être mise sur la table.

- Pour répondre à la crise du logement, il faut faire feu de tout bois : construire, réparer, transformer. Et cesser de démolir des logements habitables, appréciés et pas encore amortis. La réhabilitation-métamorphose du bâti existant en adaptant les logements aux modes de vie contemporains, en rendant attractifs tous les quartiers, favorisera la mixité. Elle exercera également une pression à la baisse des prix des loyers et du foncier en diversifiant et augmentant l'offre. La réhabilitation est ainsi un produit de première nécessité qui doit bénéficier d'une TVA minorée.

- La construction de logements à prix accessible passe également par la maîtrise du foncier. Le prix du terrain à construire atteint des niveaux réhivitoires. En Île de France, il approche le prix de construction. Faisant ainsi doubler le coût total. Le prix du foncier n'a plus aucune prise avec la réalité. C'est tout simplement la nouvelle bulle spéculative, et qui ne manquera pas comme les précédentes d'exploser avec les habituels dégâts collatéraux. C'est donc un sujet de première importance. En premier lieu, il y a urgence de mettre un terme à toutes les mesures facilitant la spéculation. La France des propriétaires chère à Sarkozy, a ouvert nombre d'aides fiscales favorables au logement spéculatif privé (de la loi Derobien à la loi Duflot). Il n'y a pas à louvoyer pour les supprimer. Développer le locatif public pour tous, bien commun le sol pourrait faire l'objet de baux emphytéotiques plutôt que d'appropriation, construire la ville souterraine et haute... autant de voies pour reprendre la main sur le foncier.

Plus généralement pour trouver des issues à cette situation périlleuse à bien des égards, la France doit se doter d'un projet pour la ville et l'égalité des territoires. Rompre avec la soumission aux oukases de la compétitivité et de l'attractivité pour ouvrir le paradigme de logements, d'immeubles, de quartiers, de rue, de villages, de villes et de métropoles où il fait bon vivre. De la ville accueillante, du droit à la ville pour les urbains comme pour les ruraux, de la coopération... Tel devrait être le fil conducteur qui préside à une politique de gauche.

## Enfants déscolarisés pour protester contre la « théorie du genre » : "scandaleux et irresponsable"

Un appel lancé par un collectif proche des mouvements nationalistes invite depuis plusieurs jours les parents à déscolariser leurs enfants pour protester contre les « ABCD de l'égalité ».

Ce programme, qui vise à transmettre les « valeurs d'égalité et de respect entre filles et garçons », inculquerait, selon ce collectif, la « théorie du genre » aux élèves derrière laquelle se cacherait le « lobby LGBT ».

Ce collectif est en réalité un repaire d'ennemis de l'égalité qui instrumentalisent les enfants pour faire avancer leurs thèses obscurantistes et complotistes. Il est, par ailleurs, totalement irresponsable d'appeler des parents d'élèves à retirer leurs enfants de l'école. Je note avec stupéfaction qu'un certain nombre d'élus de la République, dont M. Copé, Président de l'UMP, cautionnent une telle initiative.

Au moment où les mouvements de haine s'expriment de manière de plus en plus décomplexée, il est plus que jamais nécessaire de promouvoir avec énergie les valeurs d'égalité et de respect dès le plus jeune âge.

Ian Brossat, chargé des combats LGBT au PCF

## Ensemble, osons la culture !

« La crise ne rend pas la culture moins nécessaire, elle la rend plus indispensable. La culture, ce n'est pas un luxe dont, en période de disette, il faudrait se débarrasser. La culture c'est l'avenir, c'est le redressement, c'est l'instrument de l'émancipation et le moyen de faire une société pour tous ».

Ainsi parlait François Hollande voici tout juste deux ans, à quelques semaines de son élection à la Présidence de la République. Peu avare en bonnes paroles, il ajoutait : « C'est la raison pour laquelle je réaffirme que la culture doit être une priorité majeure, une ambition commune. Cela doit se retrouver bien sûr dans le budget de la culture. Mais plutôt que de fixer des taux de progression, j'affirme que le budget de la culture sera entièrement sanctuarisé durant le prochain quinquennat ».

Effectivement de « taux de progression » il ne fut plus question... Dès 2012 et l'élection présidentielle, le « gel » fut maintenu. 2013 connut une baisse du budget de la Culture sans précédent dans l'histoire de la République. Puis vint 2014. Que nous réserve 2015 ? Et les années suivantes ? Tout laisse craindre une accélération de ces baisses, sur fond d'austérité renforcée et de réforme territoriale. On nous parle de -18 % d'ici 2017. Il faut bien que la culture prenne sa part des 50 milliards de baisse de la dépense publique promis par François Hollande au Medef dans le cadre du « pacte de responsabilité » !

Pour autant l'heure n'est pas à la résignation ! « La politique dénuée de culture et d'imaginaire est condamnée à l'ordre du conjoncturel » (Mahmoud Darwich), en l'occurrence à la gestion de la « boîte à outils » libérale de la finance. Une gauche digne de ce nom ne peut se fixer un tel objectif ! C'est d'un sursaut politique dont nous avons besoin dans le domaine de la culture comme dans tous les autres. La défense des acquis, au demeurant profondément en crise du fait des politiques suivies dans la continuité depuis 10 ans, ne suffit plus. Il faut nous rassembler autour d'une ambition neuve : celle de refonder le service public des arts et de la culture dans le cadre d'une autre politique orientée, non vers les exigences du marché, mais vers la réponse aux aspirations humaines, sociales et culturelles.

Il est clair qu'un tel sursaut ne concerne pas seulement les professionnels de la culture et des arts. C'est l'ensemble de notre peuple qui doit se rassembler pour résister à la désespérance, au retour de la barbarie et pour construire une nouvelle espérance.

Tant il est vrai qu'il ne peut y avoir d'émancipation politique sans émancipation culturelle.

**ALORS ENSEMBLE, OSONS LA CULTURE !  
MARCHONS POUR LA CULTURE !**

Paris, le 10 février 2014

## Tunisie : le PCF salue l'adoption de la nouvelle Constitution

Le PCF salue l'adoption par l'Assemblée nationale constituante (ANC) de la nouvelle Constitution du pays. Il aura fallu 3 ans pour y parvenir, 3 années de luttes incessantes des forces démocratiques, politiques, sociales et civiles, de Tunisiennes et Tunisiens eux-mêmes, qui se sont mobilisés pour doter leur pays d'une Constitution qui pose les bases d'un État démocratique et de droit. Les tentatives d'islamisation de la société ont été repoussées dans une société où les traditions de sécularité sont restées très présentes.

Les droits nouveaux des femmes, des citoyennes, des élèves constituent une avancée qui est le fruit d'une mobilisation sans relâche des Tunisiennes qui force le respect de chacun et chacune. Des droits nouveaux ont été inscrits dans la Constitution qui sont autant de points d'appui pour les luttes démocratiques futures.

Aujourd'hui, le nouveau gouvernement mis en place est confronté à de nombreux défis.

Le premier d'entre eux, avec les questions sécuritaires et de justice, est de répondre aux urgences sociales, au chômage des jeunes, aux inégalités entre régions.

Le PCF appelle le gouvernement français et l'UE à reconsidérer leur politique à l'égard de la Tunisie.

Les bonnes paroles ne suffisent plus. La France doit permettre à la Tunisie, par l'annulation de la dette, de dégager des moyens financiers pour son développement et à l'UE d'orienter l'accord d'association qui la lie à ce pays pour en faire un outil de progrès social et économique et non de tutelle libérale.

Le PCF salue et félicite tous les citoyens tunisiens qui ont permis ces avancées démocratiques et leur renouvelle toute leur solidarité et leur soutien.

## Les droits des femmes à l'honneur dans le gouvernement Bachelet

Le PCF salue la nomination de Claudia Pascual, membre du Parti Communiste du Chili, au sein du gouvernement formé par Michelle Bachelet. Claudia est aujourd'hui à la tête du Service national des femmes, le SERNAM.

Cette nomination est d'importance et porteuse d'espoir, tant les droits des femmes sont constamment et dramatiquement attaqués au Chili. L'avortement y est strictement interdit, avec des conséquences tragiques en termes de mortalité maternelle. De même, les chiffres des violences faites aux femmes sont plus qu'alarmants et la loi se range rarement du côté des victimes. Jusqu'ici le SERNAM, créé en 1991, a toujours appliqué une politique soumise à une vision très conservatrice de la famille laissant sans réponse les attentes des femmes du Chili.

Michelle Bachelet a été particulièrement active au sein de l'ONU-femmes qu'elle a présidée durant trois ans. Gageons qu'elle saura répondre aux attentes des femmes de son pays, aux urgences et à la gravité de leur situation, en particulier en transformant le SERNAM en ministère plénipotentiaire.

Nous tenons à apporter tout notre soutien à Claudia Pascual, communiste et féministe, engagée depuis des années aux côtés d'associations féministes. Elle peut compter sur notre solidarité. Dans une période si grave de remise en cause, en Europe, du droit à l'avortement, nous avons grand besoin de faire converger nos batailles.

Laurence Cohen, Responsable nationale Droits des femmes/Féminisme

Lydia Samarbakhsh, Responsable des Relations internationales

## Sotchi : "Les JO ne peuvent pas se faire contre les peuples" (Pierre Laurent - PCF)

L'ouverture des XIIèmes Jeux Olympiques d'hiver à Sotchi est l'occasion, pour moi, d'adresser un message de soutien à l'ensemble des athlètes français engagés dans les compétitions. La retransmission par le service public de télévision est un moment exceptionnel pour les françaises et les français de suivre des disciplines sportives et des athlètes méconnus du grand public. C'est un message important pour inciter à la pratique des sports d'hiver pour toutes et tous, favoriser les passions et les vocations chez les plus jeunes d'entre nous.

Le droit d'accès à toutes les pratiques sportives jusqu'au plus au niveau doit être l'objectif principal.

Mais nous ne pouvons pas ignorer que l'instrumentalisation de ces Jeux à des fins politiques par un seul homme pose énormément de problèmes et crée un réel malaise. Les Jeux les plus chers et les plus sécurisés de l'histoire s'ouvrent sur fond de scandales de corruption et d'extrêmes tensions sociales internes au pays. Sous la pression du régime de Poutine, ces Jeux ne sont en rien un modèle pour l'avenir de l'olympisme et doivent amener à un sursaut. L'organisation d'un tel événement ne peut pas se faire en piétinant la démocratie, les libertés, les droits du travail, ni en exacerbant les discriminations. L'aménagement du territoire pour de telles infrastructures doit être respectueux de l'environnement et des populations locales. Il est difficilement acceptable que des Jeux s'organisent dans une ville forteresse, multipliant les interdictions de déplacements, quadrillée par l'armée et dénigrant les libertés des uns et des autres.

L'olympisme ne se fait pas contre les peuples pour le plaisir d'un homme ou d'un régime. Pour nous, d'autres Jeux Olympiques sont possibles ; ils doivent se conjuguer dans une fête de la fraternité, de la paix, de l'amitié des peuples, dans le respect de la démocratie et des libertés. Faisons confiance à l'intervention citoyenne, aux sportives et sportifs pour construire ensemble l'avenir d'un olympisme respectueux des valeurs de fraternité, pour proclamer leur liberté de penser, d'aimer et vivre leur passion.

## Farmakonisi: l'UE doit stopper les massacres

Alors que la Grèce et le gouvernement Samaras ont pris, au début du mois, la présidence de l'Union Européenne, des actes inhumains sont pratiqués dans les eaux de la Mer Égée du Nord. Des personnes migrantes afghanes et syriennes, fuyant les conflits qui ensanglantent leurs pays, ont été refoulées par les autorités grecques. L'opération – déjà indigne en tant que telle – a été menée avec une telle violence que 12 personnes dont 9 enfants, sont mortes noyées.

Une fois de plus, l'Europe forteresse assassine des réfugiés. L'UE doit cesser le massacre. Grâce à l'action du groupe de la GUE-NGL au Parlement Européen, la question sera débattue la semaine prochaine en session plénière à Strasbourg.

Alexis Tsipras, candidat de la gauche à la Présidence de la commission européenne vient de publier une lettre ouverte à Herman Van Rompuy qui dénonce les aberrations du système Frontex et appelle à « réexaminer l'ensemble des mécanismes institutionnels européens pour la migration et l'asile politique, axés sur la préservation de la protection des droits humains fondamentaux ».

Pour lui, et pour tout le Parti de la gauche européenne, « La situation actuelle impose la prise de mesures urgentes et efficaces pour le sauvetage en mer des migrants, pour la création des centres d'accueil aux points d'arrivée et l'adoption d'un plan législatif et juridique qui assurera leur prise en charge par tous les pays européens, avec des critères justes et proportionnels, respectant, dans la mesure du possible, leurs propres aspirations ».

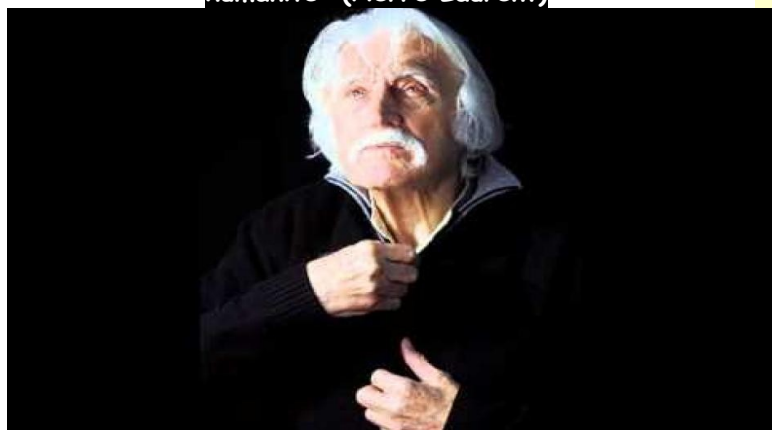
## Ukraine : Sortir de l'ornière

Le PCF exprime sa vive préoccupation à propos de l'évolution de la situation en Ukraine. Après les incidents dramatiques qui ont fait plusieurs victimes, il appelle les autorités du pays légitimement élues à faire prévaloir la voie du dialogue et non celle de la répression, et le fonctionnement normal des institutions face aux tentatives de déstabilisation, opérées notamment par l'extrême-droite ultranationaliste, qui risquent d'entraîner le pays dans une dramatique escalade de la confrontation et entraîner l'éclatement du pays.

Les questions cruciales qui sont posées aux Ukrainiens, comme celle du choix de l'intégration régionale de leur pays et de ses liens avec l'UE et la Fédération de Russie, relèvent d'abord des institutions représentatives du peuple ukrainien, comme du dialogue entre celles-ci et les institutions européennes et celles de la Fédération de Russie.

Nous soutenons en ce sens la démarche des communistes ukrainiens de soumettre ses questions, qui engagent la souveraineté de leur pays, au référendum populaire.

## Décès de François Cavanna : "Il va manquer à notre humanité" (Pierre Laurent)



Cavanna pratiquait l'humour vache avec tendresse ; ses coups de gueule étaient aussi des coups de cœur. Fils de « rital » immigré à Nogent-sur-Marne, il était imprégné de la banlieue populaire qu'il vivait comme un espace de liberté et de fraternité. De sa réquisition au STO et de la déportation de sa première femme à Ravensbruck, de son engagement un temps aux côtés des communistes, il avait gardé le refus de l'autorité bornée, la résistance aux idées toutes faites et à l'ordre des puissants.

A Hara Kiri comme à Charlie Hebdo, il a inventé avec quelques complices une nouvelle presse, irrévérencieuse, passant tout au crible de l'ironie, qui a marqué des générations de lecteurs. Il savait le faire en se gardant toujours du côté des humbles et s'il bousculait la langue, c'était en la respectant comme en témoignent les romans qu'il nous laisse.

Censures, amendes, menaces n'ont jamais fait trembler la moustache blanche de celui qui « bossait comme un malade » mais se « marrait comme un fou ». Il va manquer à notre humanité.

A lire

**L'Humanifeste du PCF** "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

**Économie & Politique**  
Dossier coût du capital



## L'auto-entrepreneuriat : une lubie pour Madame Fioraso !

En ce début du mois de février, Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, était au salon des entrepreneurs à Paris pour y exposer sa vision de la formation supérieure.

« Ce qu'on arrive pas assez à faire en France : Faire tomber les barrières »

Selon la ministre, il faudrait rapprocher recherche universitaire et entreprises, pour permettre des avancées scientifiques immédiatement récupérables par le monde de l'entreprise. Pour ce faire, elle annonce le développement de cours d'entrepreneuriat, et ce pour toutes filières, plus uniquement celles ayant trait au management. Elle entend former les étudiants à la culture de l'entreprise, à ses codes... Au détriment de matières fondamentales apportant une réelle formation à l'étudiant pour exercer une activité professionnelle future ? Plus un doute, l'étudiant-type formé par son système idéal saura rédiger des CV, se vendre correctement, être un travailleur parfaitement malléable, mais il n'est pas certain qu'il ait retiré un énorme bénéfice de sa formation toujours plus bradée faute de budget correct alloué aux universités, de sa faible prise de parole en TD due à la surcharge de ces derniers, de ses amphis menés au pas de charge par réduction du volume horaire pour le même nombre de cours...

« Notre système est basé sur la performance individuelle, on n'apprend jamais à travailler ensemble »

Travailler ensemble au progrès scientifique et social, oui. Mais travailler ensemble au service du profit de quelques uns, non ! Pourtant, Geneviève Fioraso entend « capitaliser sur notre savoir-faire, sur notre formation pour créer et bénéficier des emplois qui viennent de ce capital de recherche & formation » : ces emplois, ce sont ceux d'étudiants-entrepreneurs, son nouveau statut phare, qui précarise le jeune diplômé à peine entré sur le marché du travail... La ministre songe même, les yeux rêveurs, à inculquer l'esprit d'entreprise aux enfants dès la maternelle ! En fait de rêve, c'est un cauchemar que celui d'une éducation toute entière tournée vers le marché, la concurrence, le profit, où l'on apprendrait à favoriser la rentabilité d'un nouveau gadget face au progrès non-marchand que représentent de nouveaux traitements médicaux. Madame Fioraso a en outre une vision tout aussi marchande de la présence d'étudiants étrangers : pour elle, point de place à l'échange culturel, à l'ouverture d'esprit, ils ne sont qu'un tremplin pour de futurs partenariats à l'international.

Si nous étudions, c'est pour avoir un vrai métier, pas pour galérer des années dans la précarité après nos études. Aussi, ce n'est pas un statut d'auto-entrepreneur aux garanties sociales réduites que nous voulons, ni servir de corvéables au service d'entreprises proposant de plus en plus de contrats précaires, que nous accepterons par peur du chômage. Nous voulons une formation de qualité, garantie par le cadrage national des diplômes, qui corresponde à un emploi de qualité. Nous voulons un statut social du jeune travailleur en formation, prévoyant le remboursement des frais de santé à 100%, et une allocation d'études premier pas vers un vrai salaire étudiant, pour que chacun puisse accéder aux études supérieures sans faire un choix entre étudier et gagner sa vie.

## Désabonnements en masse : la qualité de la recherche universitaire mise en péril.

En Décembre dernier, de nombreuses universités ont dû boucler des budgets quasiment à l'équilibre, voire déficitaires. Cela a désormais pour conséquence directe de contraindre leurs bibliothèques à réaliser des désabonnements en masse aux revues scientifiques. Cette situation ne peut qu'aboutir à la dégradation de la qualité de la recherche universitaire, alors que celle-ci subit déjà le désengagement continu de l'État.

Qui plus est, cela est également dû à l'augmentation constante des tarifs des abonnements exercés par la rapacité des grands éditeurs scientifiques, qui continuent de brasser toujours plus de bénéfices chaque année sur la recherche publique et qui contraignent les chercheurs à renoncer à leurs droits d'auteur sur leurs publications. Sous prétexte de qualité, ces éditeurs continuent d'imposer un système de publication qui les rend incontournables, poussant ainsi les étudiants en recherche et les chercheurs à passer par leurs revues vendues par paquets aux bibliothèques à des tarifs toujours plus élevés.

Cela va avoir des conséquences directes sur la qualité de la recherche universitaire, avec l'interruption de l'accès aux connaissances faute de moyens. Qui plus est, cela risque d'impacter également les formations des étudiants dispensées par les enseignants-chercheurs, ces derniers risquant de ne pas pouvoir actualiser suffisamment leurs savoirs pour effectuer des cours utiles pour les formations des étudiants.

À ce titre, les Étudiants Communistes tiennent à dénoncer vivement cette situation, et en appellent plus que jamais au réengagement financier de l'État auprès des universités et de la recherche publique. Nous défendons également la promotion du libre accès aux publications scientifiques défait de la mainmise des éditeurs privés, pour une recherche publique de haut niveau permettant des formations universitaires de qualité.

## Semaine anti-coloniale du 14 février au 3 mars 2014

Du 14 février au 3 mars 2014, se tiendra la nouvelle édition de la semaine anti-coloniale. Ce vendredi 7 février la cérémonie d'ouverture a lieu à Colonel Fabien autour d'Henri et Gilberte Alleg.

À l'heure des différentes interventions militaires françaises sur le territoire africain et à la veille de la commémoration des 20 ans du génocide au Rwanda, cette manifestation prend tout son sens. En plus de ces problématiques d'actualité, les questions palestiniennes, kurdes, ou encore sahraouies seront soulevées.



Il s'agit bien de traiter la question du colonialisme, de la façon dont il est toujours présent, des solutions pour l'analyser et en sortir, de la mémoire. Ce combat est aussi celui de l'impérialisme dans son ensemble, engagement que nous faisons vivre tout au long de l'année et plus récemment lors du dernier Festival Mondial de la Jeunesse et des Étudiants à Quito.

Pour toutes les raisons évoquées, nous encourageons la plus large participation aux initiatives de la semaine anti-coloniale (débats, conférences, projections...), afin de faire vivre la lutte anticolonialiste.

Programme de la semaine anti-coloniale :  
<http://www.anticolonial.net/spip.php?rubrique107>

L'HUMANITÉ  
DIMANCHE

N° 398 - DU 6 AU 12 FÉVRIER 2014

Face à l'offensive  
de la droite et  
de l'extrême droite  
**L'APPEL  
AU SURSAUT  
RÉPUBLICAIN**  
de Patrick Le Hyaric  
PAGE 6



1914-2014

CHARLOT

D'où  
tient-il  
son  
génie?  
**LE RÉFRACTAIRE**

PAGE 80

TV

TOUS LES  
PROGRAMMES  
DE LA SEMAINE

+ NOTRE SÉLECTION

N° 398 - du 6 au 12 février 2014  
M 04837 - 398 - F: 3,00 €

France 3 euros, Guadeloupe, Martinique 4 euros.

**La Semaine de la Pensée Marxiste : un outil de formation  
et de progrès pour tous les étudiants !**

Cette année encore et pour la 4ème édition, les Étudiants Communistes organise la Semaine de la Pensée Marxiste. Elle est organisée du 10 au 14 février 2014. Lors de cette semaine, des formations, des débats, des expositions, des projections de films auront lieu dans toutes les universités de France.

Le centenaire de la 1ère Guerre Mondiale sera cette année sur tous les écrans, dans tous les médias, mais malheureusement sous un seul angle d'approche, à n'en pas douter, celui du capitalisme ! Pourtant c'est bien le capitalisme qui est la cause de cette véritable boucherie.

Durant cette semaine d'action, les étudiants communistes donneront la parole aux enseignants, aux chercheurs, aux universitaires que l'on entend que trop peu souvent sur les plateaux de télévision et dans les colonnes des journaux.

Abordant un très grand nombre de thèmes portant sur le centenaire de cette guerre tels que la science, le droit, l'histoire, la littérature ou encore l'économie, cette Semaine est une aide précieuse pour la formation des étudiantes et des étudiants. Bien plus précieuse que les cours de rédaction de CV !

A l'heure où la recherche et les formations sont bradés ouvertement par la ministre, il est plus qu'urgent de remettre les avancées de la recherche marxiste au cœur de l'université, et de permettre à tous de pouvoir y accéder.

La Semaine de la Pensée Marxiste, c'est bien cela, remettre les avancées de la recherche au centre des universités et permettre à tous les étudiants de venir se former et débattre.

Cet événement est organisé sur plus de 40 lieux d'enseignement supérieur avec près d'une centaine de conférences au programme ! Des milliers d'étudiants et d'étudiantes sont mobilisés pour faire de la Semaine de la Pensée Marxiste une réussite.

Plus que jamais, la recherche et la pensée marxiste ont toute leur place dans l'enseignement supérieur français !

Cent ans après les tranchées, les communistes luttent toujours pour la paix, pour un monde plus juste.

**A voir sur l'internet**

Pierre Laurent sur itélé dans Face à face de Christophe Barbier le 23 janvier [http://youtu.be/I\\_sSCWkso-Y](http://youtu.be/I_sSCWkso-Y)

Charles Silvestre invité de "3D" sur France-Inter pour son livre "La Victoire de Jaurès" <http://bit.ly/1a3CSTI>

Notes prises à la réunion publique du 10 décembre à Annemasse avec Pierre Laurent, Jean Ziegler et Éric Bocquet :

<http://gemcran.wordpress.com/2013/12/17/notes-prises-a-la-reunion-publique-du-10-decembre-laurent-ziegler-bocquet-annemasse-pcf/>

Vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité...

<http://fb.me/ZAjbTKw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

**Pétitions en ligne**

Libertés et service public en danger ! <http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2013N45469>

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Non à une intervention militaire de la France en Syrie :

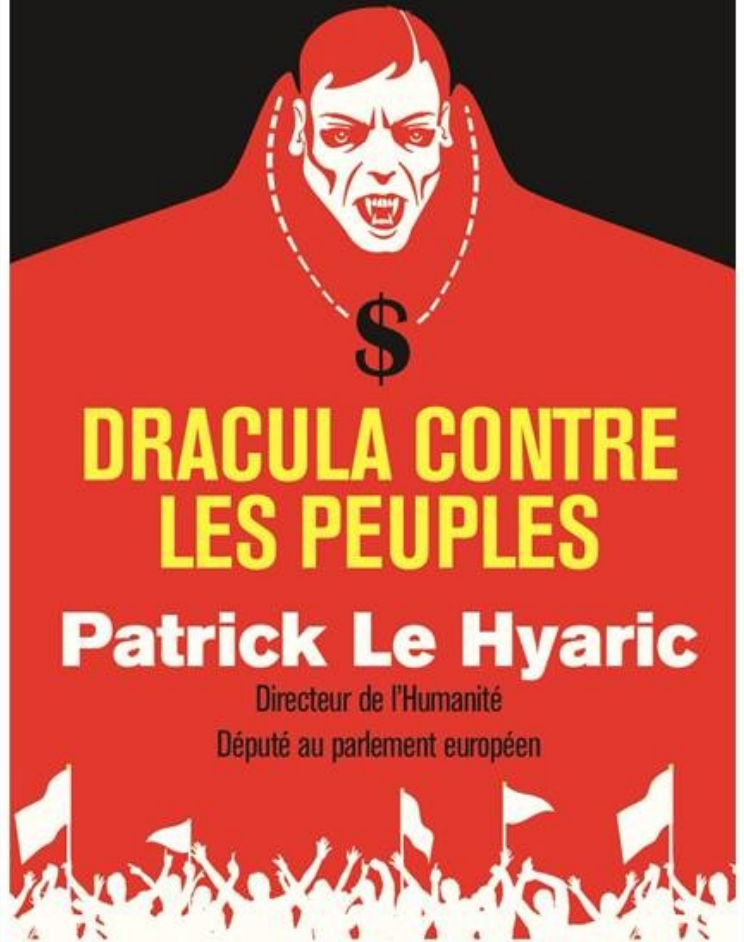
<http://www.humanite.fr/non-a-une-intervention-militaire-de-la-france-en-syrie>

**A lire**

Le livre de Patrick Le Hyaric «Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples» aux éditions de l'Humanité.

Pour commander le livre vous pouvez téléphoner au 01.49.22.72.18

GRAND MARCHÉ  
TRANSATLANTIQUE



**DRACULA CONTRE  
LES PEUPLES**

**Patrick Le Hyaric**

Directeur de l'Humanité

Député au parlement européen

ÉDITIONS DE L'HUMANITÉ

**EXCLUSIF :** Le mandat de négociation de la commission européenne  
(classé diffusion restreinte)

# Les fourberies de Sapin

## PAS D'INSPECTION DU TRAVAIL AU SERVICE DU PATRONAT

Cette semaine, à l'occasion de l'examen à l'Assemblée du Projet de loi sur la formation professionnelle, sera débattu un article introduit inopinément sur l'inspection du Travail. Il s'agit d'un nouveau cadeau au Medef, en nature cette fois-ci, après les 35 milliards annoncés dans le « Contrat de responsabilité » de François Hollande. Les agents et leurs syndicats unanimes sont mobilisés contre cette casse de l'Inspection du Travail.

### Moins de contrôles = moins de droits pour les salariés

Le projet prévoit de multiplier les échelons hiérarchiques et d'éloigner les inspecteurs et les contrôleurs des entreprises. Sous couvert de promotion pour 15% seulement des contrôleurs, les agents seront moins nombreux sur le terrain. Notons qu'aujourd'hui la charge de protéger les salarié-es et de contrôler l'application du droit du travail revient à seulement 2250 agents pour 1,8 millions d'entreprises. Et les effectifs doivent encore baisser de 311 postes en 2015 ! Ce n'est pas de plus de hiérarchie dont l'Inspection du Travail a besoin, mais de plus de moyens humains.

Cette baisse de moyens va, plus encore, mener l'Inspection du Travail à se concentrer sur des axes comme la sécurité dans le BTP ou le travail illégal, au détriment de l'attention, pourtant tout aussi nécessaire, aux salariés payés sous les minima, aux heures supplémentaires passées à la trappe, aux emplois précaires, aux risques psychosociaux... L'Inspection du Travail est pourtant le dernier rempart des salariés pour faire valoir collectivement leurs droits.

Cerise sur le gâteau, les directeurs départementaux auront le pouvoir de passer des « deals » avec les entreprises coupables de malversations pour convertir une éventuelle sanction pénale en simple amende ! Encore une manière de squeezer les inspecteurs et contrôleurs du travail jugés trop « sévères » avec les patrons voyous et de dépénaliser le droit du travail.



### Mettons en échec la loi Sapin

Cette loi est nocive. En connivence avec les exigences du Medef, elle affaiblirait l'indépendance nécessaire de l'Inspection du Travail et limiterait de fait ses interventions. Les agents du ministère, les salariés et leurs syndicats, mobilisés pour y faire échec, ont interpellé les parlementaires. Avec eux, le Parti communiste français dénonce cette loi et réclame immédiatement :

- L'arrêt de la réforme
- La revalorisation de l'ensemble du corps des contrôleurs du travail et l'augmentation des moyens humains, matériels et légaux pour imposer le respect du Code du travail.
- Une réelle pénalisation du droit du travail avec les moyens nécessaires fournis à la Justice

En plaçant la protection des intérêts des actionnaires au dessus de la protection des salariés, la loi Sapin déconstruit un peu plus, un acquis historique, le droit du travail. Après l'ANI, le refus de l'amnistie sociale, la menace de suppression des élections prud'hommales, cette nouvelle attaque participe du nouveau modèle 'anti-social' que ce gouvernement, après ceux qui l'ont précédé, veut mettre en place. Quand on est de gauche, on ne se soumet pas au Medef, on prend le parti de la défense des salarié-es.



## L'appel au sursaut républicain

<http://patrick-le-hyarc.fr/lappel-au-sursaut-republicain/>

Il est temps, grand temps de s'inquiéter.

Républicains, progressistes, humanistes, le moment est venu de réagir et de nous mobiliser. Des forces aux habits noirs prospèrent dans les fentes de la crise et défilent, depuis trois semaines consécutives, dans les rues de nos villes. Sans grandes réactions. Ces forces occupent les nouveaux moyens de communication que sont les réseaux sociaux et y déversent les venins du mensonge, des rumeurs et des contrevérités. Elles appellent au grand bond en arrière, contre les valeurs de la République et toute idée de progrès. De ce mouvement baptisé « jour de colère » raciste, antisémite et xénophobe à l'opposition au droit à l'avortement, du passage au rejet « du mariage pour tous » au « jour de retrait de l'école », qui n'est rien d'autre qu'une attaque contre l'école publique et ses enseignants, au combat contre la supposée « familiphobie » du gouvernement, après les immondes séquences de Dieudonné, ce que le pays compte de plus réactionnaire occupe le haut du pavé, dans la rue et dans les médias.

Oui, il est temps, il est grand temps de se lever.

Ces mouvements rassemblent une myriade de groupes intégrés aux mouvances de l'extrême-droite, pénétrant les franges de la droite qui vont de l'UNI à l'Action française, du GUD à Jeunesse nationaliste. De plus en plus portés par des journaux comme « Valeurs Actuelles » et le « Figaro », ils ont table ouverte à la radio et à la télévision et se retrouvent dans le nouveau réceptacle lepéniste, baptisé « rassemblement bleu-marine ».

Le ventre de la violente crise sociale, avec son cortège sans fin de chômage, de précarité au travail, de mal être et de mal vivre, les enfante en ce moment, ici et dans toute l'Europe. Elle nourrit la désespérance et avec elle les vieilles rengaines du rejet de l'autre, de la haine et les poisons de la réaction. Paris n'avait pas bruit de slogans antisémites aussi violents tels : « dehors les juifs », depuis l'occupation nazie. Le terreau pourrissant de la crise de la politique, accentuée encore ces derniers temps par l'élection d'un Président irrespectueux de ses propres engagements, tournant le dos à la gauche et aux idéaux de sa propre famille de pensée, fait perdre toute confiance et brouille bien des repères. C'est encore le cortège d'affaires d'argent et les mensonges, particulièrement ceux répétés par l'UMP et certains socialistes depuis des années selon lesquels l'Europe ultralibérale allait nous protéger. En vérité, elle nous a livré pieds et poings liés aux rapaces de la finance.

Si on ajoute l'abîme béant des inégalités qui fait que la minorité des possédants s'enrichit au fur et à mesure que les effets désastreux de la crise s'amplifient pour le plus grand nombre, on comprend mieux que le trouble puisse être grand chez nos concitoyens. Mais il n'y a aucune issue pour eux du côté de ces extrémismes de droite.

Si des responsables issus de la gauche occupent le pouvoir en remplacement de ceux de la droite pour faire à peu près la même politique au service des puissances d'argent, c'est qu'ils se sont mis sous le commandement des institutions européennes.

Faute d'avoir tenté de libérer le pays et nos concitoyens des griffes des marchés financiers, le pouvoir actuel – au nom d'une prétendue gauche – comme le précédent, porte la lourde responsabilité d'avoir libéré des paroles et des forces aux visages portant le triste reflet de la bête immonde, auxquels se joignent depuis des mois dans nos rues, des élus et des responsables du clan Le Pen et de l'UMP. Cette galaxie de droite extrême et d'extrême droite, défile ensemble, entraînant derrière elle une multitude de personnes aux idées courtes, réunies dans « un simplisme populiste identitaire », colportant rumeurs et mensonges, vitupérant des slogans racistes, homophobes, antisémites, islamophobes, antiparlementaires ou contre les journalistes.

Il faut avoir le courage de dire que l'appauvrissement du débat politique télévisuel nourrit ces simplismes et manipulations. Il faut avoir le courage aussi de pointer l'affaiblissement du pluralisme dans les médias, Une censure s'exerce particulièrement contre les journalistes de l'Humanité ou ceux de La Croix et Politis, alors que d'autres y débitent du soir au matin les mêmes thèses avec des accents différents. Cette discrimination ouvre la porte au pire !

Des sifflets contre le chef de l'État le 11 novembre dernier on est passé à d'ignobles insultes contre Mme Taubira, puis à cette diatribe d'un député UMP déclarant que l'élection de M. Hollande et celle de sa majorité étaient « illégitimes ». Il s'agit ici d'un cocktail très dangereux, ouvrant la voie à un coup de force, si les progressistes et les démocrates ne réagissent pas plus ! Pire, en reculant sur la loi « famille » le gouvernement vient de leur faire le cadeau qu'ils n'espéraient même pas. C'est hallucinant !

Un déclin progressiste doit se produire chez toutes celles et ceux qui ont le cœur à gauche. Non pas pour verser dans une sorte d'union nationale pour applaudir les chantages de la mondialisation capitaliste, qu'appelaient hier M. Fillon et que M. Ayrault a repris aujourd'hui.

C'est précisément faute de porter les débats sur les valeurs de la République et de montrer que la perte de repères doit beaucoup à la satisfaction permanente des demandes du grand patronat, au suivisme européiste ultralibéral, qui engloutit tant de nos concitoyens dans le trou noir de la misère et du chômage. On ne traitera pas convenablement, les enjeux sociétaux sans traiter en profondeur les urgences sociales.

L'organisation des divisions de la société, à des fins de conservation des pouvoirs et du système, permet à des forces aux desseins les plus sombres de se développer sur des désillusions et la désespérance, sous couvert de porter des « colères ». Filles aînées du désespoir, celles-ci boucheront tout avenir progressiste en mettant en péril les libertés et les valeurs de solidarité, de fraternité sur lesquelles s'est fondée notre République. Rien de tel pour assurer la pérennité d'un système qui produit tant d'inégalités, de malheurs, dans une version encore plus autoritaire et rétrograde. La plus grande vigilance s'impose ! A chaque ouvrier comme à chaque jeune, nous disons : N'oubliez pas l'histoire ! Regardez la Hongrie, ou « l'Aube dorée » en Grèce. Regardez ce qu'ils faisaient à Toulon ou à Orange. Ces forces tentent de se coaliser en vue du scrutin européen pour recomposer tout le paysage politique en le tirant toujours plus à droite et pour plus de malheur encore.

Voilà qui confère d'immenses responsabilités à tous les progressistes pour, dans le débat et l'action, inverser le rapport de forces en faveur d'une rupture au service des priorités sociales, écologiques, culturelles et démocratiques. Voilà qui confère une énorme responsabilité au Front de gauche pour porter en avant, dans l'unité la plus large, un projet mobilisateur pour des issues progressistes, en France comme en Europe.

Les forces existent pour se lever contre l'infâme et inventer un nouvel avenir. Cela nous commande d'être au rendez-vous des mobilisations syndicales envisagées, à celle de la journée du 21 mars contre le racisme, à celle de la confédération européenne des syndicats du 4 avril, à celui des mouvements européens pour défendre le droit à l'avortement, à la préparation d'un grand premier mai unitaire, social et combatif.

Il est urgent qu'une majorité de nos concitoyens empêche qu'une droite extrémiste installe une longue et triste nuit. Nous ne ménagerons pas nos efforts pour contribuer à ce que se réalise ce rassemblement de salubrité publique pour que vivent réellement la liberté, l'égalité, la fraternité.



## ANNECY POPULAIRE

ELECTIONS MUNICIPALES mars 2014  
créer de l'emploi, un emploi pour toutes et tous, avec



des

### coopératives municipales

produisant de la valeur ajoutée, financées par les sommes considérables attribuées au traitement du chômage, les dépenses pour l'emploi (DPE) s'élevaient en 2009 à 87 milliards d'euros (source DARES). Celles-ci pourraient représenter en 2013, si l'on ajoute les dépenses connexes, 120 à 130 milliards d'euros, soit 6 à 6,5% du PIB. Cette somme pourrait également constituer plus de 70% des 170 milliards

les

d'euros que la France va devoir emprunter en 2013 sur marchés financiers. (article d'octobre 2013)

« AIDES » aux entreprises : 100 milliards, (dont 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales patronales, ) Hollande vient d'en rajouter une couche avec « la compétitivité » : 20 milliards, etc...

### D'abord l'EMPLOI...

SUR PLACE

4.517 PRIVÉS D'EMPLOI  
À ANNECY (DL 3fév14)

Donc le double : 9.014 !

Si l'on se réfère au calcul d'Envoyé Spécial sur Antenne2 le 30janv14 :  
7 millions de chômeurs et précaires en France pour 3,3 millions officiels .  
(un peu atténué pour Annecy où vivent beaucoup de retraités)

Une mairie peut donc financer les créations d'emplois, avec le budget national, constitué des impôts versés par la population annécienne, sous forme de TVA (impôt indirect), ou impôt sur le revenu, ou la CSG, ou autres taxes souvent indues. La population peut exiger de récupérer son argent !

### LES NOUVEAUX ESPACES DISPONIBLES :

LES HARAS,  
LES SERRES MUNICIPALES,  
GILLETTE (ex-)  
CAPUCINS,  
ABATTOIRS,

### DES LOGEMENTS ET DES LIEUX DE TRAVAIL :

COOPÉRATIVES,  
ENTREPRISES COOPÉRATIVES,  
UNE NOUVELLE FAÇON DE VIVRE,  
EN COLLABORATION  
ET NON EN CONCURRENCE !  
DU BON SENS, TOUT SIMPLEMENT.

LES TRESUMS :  
l'architecture prévue est peu satisfaisante, pour ne pas dire désagréable, il faut prévoir des espaces pour des lieux de travail et une structure médicale.  
Que devient l'architecture d'époque dans l'ancien bâtiment?

### TOUS PRODUCTEURS ASSOCIÉS

Comme le conseille MARX en fin du Manifeste du Parti Communiste .

LA PROPRIÉTÉ DES USINES ET DES BANQUES ; en parler, enfin !  
REMETTRE LE SERVICE PUBLIC EN VALEUR, comme mode de vie naturel.

## **AMBROISE CROIZAT**

Ouvrier communiste de MOUTIERS,  
devenu ministre à la Libération : Croizat,  
c'est l'invention sociale : on lui doit la  
SECURITE SOCIALE, les Allocations  
Familiales, les Comités d'Entreprises, LA  
RETRAITE PAR RÉPARTITION :  
honorer son œuvre en donnant son nom au  
nouveau siège de la CPAM, ou à défaut à  
une rue, une place.

### LES PROMOTEURS !!!

Sont-ils nécessaires ? Absolument pas . La municipalité  
peut très bien prendre en charge la totalité du secteur  
logement. En possédant elle-même ses propres entreprises  
et tous corps de métiers.

La maîtrise de la main d'œuvre en sera facilitée, et les  
dérapages évités (exploitation, immigration, travail au  
noir, etc...).

Le prix du mètre carré baissera et rendra la ville accessible à toutes les  
catégories de population ; la mixité sera la règle. Tous âges et conditions sociales confondus.

### LA FORMATION, L'ÉCOLE :

En collaboration avec la municipalité.

### EN COLLABORATION AVEC L'UNIVERSITÉ.

### **Georges (Jo) MALLINJOURD**

Ancien conseiller municipal  
Résistant, créateur de PEUPLE  
ET CULTURE à la Libération,  
De la Maison des Jeunes, du  
Festival du Cinéma  
d'Animation

**mérite une rue à son nom .**

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS : 8, rue Antoine Berthod MEYTHET

## Rencontre avec Alexis Tsipras au siège du PCF

<http://www.pcf.fr/50237>

Discours d'Alexis Tsipras, Président de Syriza et candidat à la présidence de la Commission européenne, lors de la rencontre publique, lundi 3 février à l'Espace Niemeyer (PCF)

Amis et camarades,

C'est un vrai plaisir pour moi qu'une des premières étapes de notre campagne pour les européennes et pour ma candidature au nom du Parti de la Gauche Européenne, se déroule ici à Paris.

Le Paris des grandes luttes sociales, des grandes révolutions et des grands bouleversements.

Une révolution similaire, pacifique, un grand bouleversement est nécessaire pour les peuples d'Europe aujourd'hui. Parce que l'Union Européenne a besoin d'une réorientation radicale de ses politiques.

Cela nécessite un grand changement du rapport des forces, quelque chose qui constituera un premier pas vers un virage radical à gauche.

Pour sa refondation.

Et pour son retour aux valeurs de solidarité, de démocratie et de cohésion sociale.

Nous sommes aujourd'hui ici, tous et toutes ensemble, compagnons de route de ce grand, difficile, mais aussi fascinant voyage de l'espoir et du changement.

Pour changer l'Europe.

Pour changer notre vie.

Et afin de changer l'Europe il faut l'immerger de nouveau dans les principes et les valeurs des Lumières.

Dans les impératifs politiques de la Révolution Française.

Dans le radicalisme, toujours pertinent aujourd'hui, du gouvernement Herriot – le gouvernement de coalition du peuple de la Gauche.

Qui, au début des années '20, a mené la bataille contre les Banquiers voraces.

Contre «le mur de l'argent» que la Banque de France avait bâti face aux réformes économiques et sociales de son gouvernement.

Et, aujourd'hui, un nouveau «mur de l'argent» est bâti en Europe par le néolibéralisme et son « gros bras » – la soi-disant «Banque Centrale Européenne»

Qui est seulement la réplique parfaite de la Bundesbank.

Un «mur de l'argent» qui ne stabilise pas mais, au contraire, menace la zone euro.

Et favorise les antagonismes nationaux.

Économiques et aussi sociaux.

Desquels sont sorties deux guerres sanglantes pour l'Europe

Elles ont éclaté, la première il y a exactement 100 ans

En 1914

Et la deuxième, il y a 75 ans

En 1939

Nous devons reconstruire l'Europe.

En démolissant ce nouveau mur de division

Entre le Nord riche avec les excédents commerciaux

Et le pauvre Sud avec les déficits commerciaux

Entre créanciers et emprunteurs

En démolissant le nouveau mur européen qui divise nos sociétés

En sociétés des "deux tiers"

C'est-à-dire, en sociétés dont les deux tiers souffrent en permanence à cause de l'austérité

Se trouvant à la limite de la survie

Et au même moment,

Un tiers se comporte comme s'il n'y avait pas de crise

Il s'enrichit par et pendant la crise

Beaucoup pensent que nous sommes excessivement optimistes ou, même, des marchands de mots.

Ils nous disent : vous n'êtes pas capables de gagner face à de si énormes adversaires, les banques et les marchés.

Mais nous le savons bien que nous pouvons envahir la Bastille du néolibéralisme global, qu'est l'actuelle Europe néolibérale.

Tout ce qu'il faut c'est profiter de la sagesse de l'expérience collective, accumulée par des années de luttes sociales des peuples d'Europe. Tout ce qu'il faut c'est d'évaluer de manière critique les leçons des gouvernements importants de la Gauche au 20ème siècle.

Comme, par exemple, le Front Populaire en 1936

Ou le gouvernement du «programme commun de la Gauche» en 1981.

Aujourd'hui, certainement, les conditions de 1981 sont, malheureusement, renversées.

Les socialistes rejettent leurs mandats progressistes

Et, au contraire, ils sont les «co-managers» du consensus néolibéral, ensemble avec Madame Merkel.

Or, nous sommes obligés de leur demander avec force:

Aux côtés de quelle Europe êtes-vous ?

Êtes-vous avec l'Europe des marchés et du capital, ou avec l'Europe de peuples?

L'Europe de l'austérité qui divise entre Nord et Sud, par quelque frontières virtuelles au long du Rhin, ou avec l'Europe de la cohésion sociale et de la solidarité qui unit tous les peuples ?

C'est ça le dilemme.

Et ce dilemme est symbolisé aujourd'hui en Europe, d'un côté par Mme Merkel et ses soutiens et, de l'autre côté, par SYRIZA et le Parti de la Gauche Européenne.

Et quand on arrive à ce dilemme, on ne peut pas être à bord de deux bateaux à la fois.

Qui propose de le faire finira dans les eaux.

Notre but est de réunifier l'Europe, cette Europe que le néolibéralisme aujourd'hui divise.

Unies

Toutes les forces de la Gauche partout

Parce que ce qui compte pour la gauche aujourd'hui c'est tout ce qui unit

Et nous, pour réunifier l'Europe, il faut d'abord unir nos forces

Nous l'avons fait en Grèce grâce à SYRIZA.

Et cette unité a créé une, inattendue même pour nous, dynamique sociale et politique, autosuffisante et forte

Nous pouvons, tous et toutes ensemble, changer l'Europe.

Nous pouvons travailler pour une Europe démocratique, sociale et écologique.

Avec des priorités:

L'arrêt immédiat de l'austérité et l'annulation des memoranda. Pour arrêter la redistribution la plus violente des revenus, de la richesse et du pouvoir, contre le monde du travail et en faveur du capital.

La refondation démocratique de la zone euro. Afin que la Banque Centrale Européenne devienne un véritable banque centrale, à savoir, un créancier de dernier ressort pas seulement pour les banques mais aussi pour les États.

Une Conférence Européenne sur la Dette. Pour une solution collective et solidaire au surendettement dans la zone euro.

Un «New Deal» européen. Pour le développement équilibré et durable du Continent

La transformation écologique de la production

La réforme du «cadre» européen sur l'immigration

Chers amis, Chers camarades

Permettez-moi d'avouer quelque chose que je crois profondément.

Si le gouvernement de François Hollande était différent, toute l'Europe aujourd'hui serait différente.

Mais, au lieu d'être le contrepoids et l'obstacle face au néolibéralisme et «l'Europe allemande», le gouvernement Hollande fonctionne comme le multiplicateur politique du gouvernement Merkel.

Et comme défenseur de la politique la plus à droite que l'Europe n'ait jamais subi.

Parce que dans la photo de famille de la droite Européenne, plus à droite de Madame Thatcher se trouve Madame Merkel.

Et encore plus à droite est Mr. Scheuble.

Ça fait seulement quelques jours

Que François Hollande lui-même

A annoncé des coupes budgétaires de 50 milliards d'euros pour la période 2015 - 2017

C'est-à-dire, austérité qui conduira à la récession, et réduira la - déjà faible - croissance de la France.

Et, puisque l'économie française a un poids spécial en Europe L'austérité de Mr. Hollande est, pour tous nous dans la zone euro, encore une poussée dans la récession.

Est-il possible que Mr Hollande n'ait rien entendu du débat international sur l'échec de l'austérité en Grèce ?

Il ne voit pas que, la seule chose que l'austérité arrive à faire, est d'approfondir la crise économique en nourrissant la récession ?

Et de créer, en même temps un problème de Démocratie ?

Parce que du chômage, de la pauvreté et de la difficulté à survivre surviennent la peur et le désespoir

Et, malheureusement, ouvrent les oreilles de plus en plus de personnes au discours politique étroit et diviseur de l'extrême droite populiste .

De l'extrême droite populiste, qui ne représente pas une solution mais, au contraire, est un plus grand danger encore pour les peuples de l'Europe.

Avec un programme politique tellement intolérant qui se limite à l'immigration et au recul de l'intégration de la démocratie dans l'Union Européenne.

Qui dirige la peur générale de la crise vers «l'autre», vers l'étranger, vers le frère.

Les fascistes et les racistes, qui cherchent les votes de ces parties de la population touchées fortement par l'austérité, prétendent que l'immigration est une dimension cruciale de la crise.

Faisant ainsi innocente l'austérité néolibérale

Car, dans tous les autres champs, l'extrême droite est entièrement néolibérale.

Et c'est pour ça que son fonctionnement politique est celui de la force en réserve tactique du néolibéralisme

C'est un rôle qui, en Grèce, a été prouvé.

Avec l'organisation néo-nazie "Aube Dorée" qui prétend d'être une force anti système, alors qu'elle est en réalité le bras armé du système.

C'est pour cette raison là que, à part Mme Merkel, Mme Le Pen doit se féliciter de l'austérité imposée par Mr. Hollande.

Car ça lui offre le carburant dont elle a besoin pour répandre son obscurité partout en Europe.

Le 25 mai, le vrai dilemme est très clair:

D'un côté, les dirigeants politiques de la crise

Ceux qui appliquent le consensus néolibéral

La politique de la peur, de la récession et du recul de la Démocratie en Europe

La droite, ensemble avec les socio-démocrates de Mr. Hollande et de Mr. Schulz

Et de l'autre côté, les peuples d'Europe

Qui, indépendamment de leur origine idéologique ou leur préférence partisane, chacun et chacune, nous regardent :

La Gauche Européenne de l'espoir et du changement

Et c'est pour cette raison que nous adressons à chaque citoyen actif, chaque démocrate, progressiste, de gauche, social-démocrate et socialiste

Pour participer aux élections

Pour voter

Parce que si ils ne votent pas, autres vont voter à leur place

Parce que ce sont les simples mathématiques de l'urne

Voter avec son esprit et avec son cœur.

La Gauche Européenne est la seule force crédible de pouvoir alternative au néolibéralisme des conservateurs et de la social-démocratie.

Venir avec nous pour remplacer la peur par l'espoir

Venir avec nous pour reconstruire l'Europe de la démocratie et des droits humains

Amis et camarades,

Aujourd'hui

Avec votre présence combative

Vous avez donné de l'espoir au changement

Vous avez donné de la force à la démocratie

Vous avez donné de la perspective à la Gauche Européenne

Le 25 Mai nous serons la surprise heureuse et positive

Nous serons haut pour lever aussi haut le drapeau de la Démocratie en Europe

Salut et merci à tous et à toutes

### **Assez de morts en Méditerranée passons des discours aux actes !**

Communiqué de presse de Marie-Christine Vergiat - députée européenne Front de Gauche - membre de la commission libertés civiles justice et affaires intérieures - Strasbourg 5 février 2014

Le 21 janvier, au large de l'île grecque de Farmakonisi, un bateau a fait naufrage. 12 personnes sont mortes, 9 enfants et 3 femmes.

La GUE-NGL a demandé que ce nouveau drame puisse faire l'objet d'un débat en plénière au Parlement européen.

Les ONG, l'UNHCR, le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, ont mis en cause, sur la base des témoignages des survivants, recueillis sur place, le comportement des gardes côtes grecs.

Que disent ces témoignages ? Le bateau était en panne, la mer était houleuse, les gardes côtes grecs ont amarré le bateau au leur et l'ont traîné à vive allure pour les ramener vers les côtes turques. Les femmes et les enfants se sont réfugiés dans la cabine. Le bateau s'est renversé. Les femmes et les enfants sont restés pris au piège.

Ce nouveau drame, après celui de Lampedusa en octobre dernier qui a fait près de 400 morts, nous alerte une fois encore sur les quelques 25 000 morts en Méditerranée depuis 20 ans.

Depuis août 2012, moment de la fermeture des frontières terrestres entre la Grèce et la Turquie, au moins 150 réfugiés ont trouvés la mort dans la mer Égée, essentiellement des Syriens et des Afghans.

La Grèce assure la Présidence de l'Union européenne, elle a donc une responsabilité particulière pour que l'UE cesse son double discours et mette en cohérence ses valeurs et ses actes.

Un texte sur le sauvetage en mer est en discussion au sein des institutions européennes. Six États du Sud (la Grèce, l'Italie, l'Espagne, Malte, Chypre et la France) bloquent actuellement les principales avancées de ce texte qui doit assurer le principe de non refoulement de tous les demandeurs d'asile.

45 000 réfugiés sont arrivés sur les côtes de l'Union européenne en 2013 selon les chiffres officiels, répartis entre les 28 États membres cela ferait 1 600 personnes par État membre. Est-ce inaccessible quand la Suède, à elle seule, a accordé l'asile à près de 15 000 réfugiés syriens ?

La solidarité européenne est possible, ne manque qu'une réelle volonté politique pour empêcher de tels drames de se reproduire.

## La sidérurgie européenne méritait mieux que ce rapport !

Communiqué de Jacky Hénin député européen PCF-Front de Gauche - Strasbourg 4 février 2014

Lors de la session du Parlement européen était voté le 4 février un rapport relatif à l'industrie sidérurgique en Europe.

L'acier est un matériau important pour l'ensemble du tissu productif européen. Que ce soit pour la construction navale, pour le secteur du BTP ou encore l'automobile, il n'est pas possible de faire sans.

Pendant des années, la France et l'Europe étaient des producteurs importants d'acier. Pourtant, depuis les années 1980, un déclin important a engendré des fermetures d'usine et des délocalisations. Cela a détruit des vies, a broyé des familles et a cassé l'appareil de production de nombreuses régions.

Pendant des années, face à la résignation de la Commission européenne, mon parti le PCF et mon groupe de la GUE-NGL ont insisté sur la nécessité d'un véritable plan d'envergure pour la relance industrielle de la sidérurgie. Cela est possible et nous constatons tous les jours que les pays émergents produisent toujours plus d'acier alors que nous réduisons notre part de marché mondiale.

En tant que député je me suis donc beaucoup investi dans le travail législatif sur ce rapport, en lien avec les syndicats français. Tous mes amendements ont été rejetés par le rapporteur PPE (de la famille de l'UMP). Que ce soit la consultation et l'accord obligatoire des représentants des salariés lors d'un projet de délocalisation, l'obligation pour les constructions publiques d'utiliser au moins 80% d'acier européen ou le maintien total de l'emploi, je n'ai reçu qu'une seule réponse: non.

Le rapport final encourage les restructurations, prie instamment la Commission de continuer et d'approfondir sa politique de concurrence, fait entrer le loup dans la bergerie en se félicitant de l'accord de marché transatlantique, et, dénué de toute imagination, fait peser sur les maigres épaules des législations environnementales les problèmes de la filière.

Toutes ces raisons font que je n'ai pu que m'opposer à l'adoption de ce rapport. L'industrie sidérurgique, les hommes et les femmes qui la font vivre, les territoires qui en dépendent méritaient mieux, méritaient plus pour leur avenir!

## Échec de la campagne de haine et de désinformation de la manif pour tous au Parlement européen

Communiqué de Jacky Hénin député européen PCF-Front de Gauche - Strasbourg 4 février 2014

Le rapport de Mme Lunacek (verte autrichienne), voté le 4 février au Parlement européen sur une feuille de route contre l'homophobie et pour l'égalité de genre, a été l'objet d'une campagne de désinformation grossière de la part des organisations de la "manif pour tous".

La manif pour tous n'hésite pas à dire que l'Union européenne serait prête à "accorder des privilèges à certains citoyens en raison de leur vie sexuelle" (on est d'ailleurs curieux de savoir comment ils estiment que la Commission européenne va contrôler ça), ou que le rapport Lunacek va obliger les États à légaliser la PMA (Procréation Médicalement Assistée) et la GPA (mères porteuses).

Inepties. Ni la PMA ni la GPA ne sont mentionnées dans le rapport Lunacek, qui n'est qu'une simple recommandation sans aucune valeur obligatoire. La subsidiarité est un faux prétexte pour défendre des propos réactionnaires. Où étaient tous ces défenseurs de la subsidiarité lorsqu'il s'agissait de refuser le contrôle par la Commission européenne des budgets des États pour imposer l'austérité ?

Qu'y a-t-il dans le rapport Lunacek ?

Une réaffirmation de la volonté de lutter contre les discriminations et de garantir à tous indépendamment de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre un accès égal : au travail, à la santé, à l'éducation, aux biens et services, à la libre circulation, au droit d'expression et de réunion...

Lutter contre les discriminations, c'est le minimum syndical en matière d'égalité des droits.

Rien de très controversé ni de très nouveau (au niveau européen ces droits sont déjà garantis par les Traités européens (article 10 TFUE) et par la Charte des droits fondamentaux).

Mais de nos jours, pour certains mouvements, les simples mots "homosexuels" et "genre" suffisent pour agiter les haines et occuper le débat public. Détournant au passage l'attention des vrais problèmes de la société.

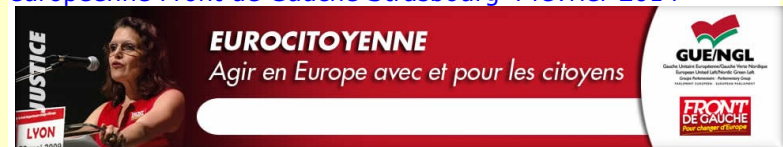
Critiquer la lutte contre les discriminations, qu'elle qu'en soit l'origine, c'est remettre en cause le principe même d'égalité.

Nous naissons libres et égaux en droits, si nous devons mener ce combat en 2014, nous le mènerons, et aujourd'hui comme demain, les mensonges et la haine ne gagneront pas.

La demande de rejet du rapport Lunacek a été soutenue par seulement 149 députés contre 430.

## Vote du rapport Lunacek : une bonne nouvelle pour la défense des droits fondamentaux

Communiqué de Marie-Christine Vergiat - députée européenne Front de Gauche Strasbourg 4 février 2014



Je me félicite du vote ce midi du rapport de Mme Lunacek en faveur d'une feuille de route de l'UE contre l'homophobie et les discriminations.

Ce rapport a pu être adopté malgré les nouvelles pressions faites par les ultras conservateurs avec les mêmes arguments que lors du vote du rapport de Mme Estrela sur les droits des femmes qui avait lui malheureusement été rejeté au mois de décembre et alors même que ces deux rapports n'ont rien à voir.

On note le zèle de la droite française contre ce rapport sur les droits des LGBTI. Philippe De Villiers, champion de l'absentéisme au Parlement européen, est premier signataire de l'amendement EFD demandant le rejet, et la quasi-totalité des députés européens UMP\* ont voté contre le rapport Lunacek.

Je me félicite de plus que ce rapport ait été adopté avec une large majorité, près de 400 députés ont soutenu ce texte.

Cette bataille gagnante face aux dérives réactionnaires est source d'espoir pour toutes les luttes que nous devons mener en ce moment à travers l'Europe. J'étais à Paris ce samedi pour manifester en solidarité avec les femmes espagnoles dont le droit fondamental à disposer de leurs corps est remis en cause. Et dans nombre de domaines, des régressions très importantes sont à l'œuvre à travers l'Europe aujourd'hui.

Soyons clairs, alors que les programmes d'austérité sont, eux, imposés avec force dans les États membres avec la complicité de leurs gouvernements, la Charte des droits fondamentaux ne doit pas rester lettre morte. En ce domaine, face à la montée des discours de haine, on ne peut se contenter de beaux discours, il faut des actes. La solidarité européenne doit jouer pour lutter contre les régressions sociales.

Le vote du rapport de Mme Lunacek aujourd'hui est un pas dans la bonne direction.

\*Sophie Auconie, Jean-Pierre Audy, Philippe Boulland; Michel Dantin, Rachida Dati, Joseph Daul, Christine De Veyrac, Gaston Franco; Marielle Gallo; Jean-Paul Gauzès, Philippe Juvin, Alain Lamassoure, Constance Le Grip, Tokia Saïfi, Véronique Mathieu Houillon; Elisabeth Morin-Chartier; Franck Proust, Marie-Thérèse Sanchez-Schmit Françoise Grossetête, Brice Hortefeux

## Du nouveau dans la gauche belge

<http://www.humanite.fr/monde/du-nouveau-dans-la-gauche-belge-558281>

L'union annoncée pour les prochaines élections du PTB, du PC et de la LCR inquiète le Parti socialiste

PTB-GO! C'est le nom de la nouvelle coalition à gauche, dont la naissance a été annoncée la semaine dernière à Bruxelles. PTB pour Parti du travail de Belgique et GO pour Gauche d'ouverture. Cette union avec le Parti communiste belge et la Ligue communiste révolutionnaire, les principales formations à la gauche du Parti socialiste belge, concerne la Wallonie et Bruxelles, où les trois partis présenteront des listes communes aux élections législatives, régionales et fédérales du 25 mai. En Flandre, précise le porte-parole de la coalition, Raoul Hedebouw, «les listes de l'aile flamande, le PVDA, déjà bien implanté à Anvers et sa région, comporteront aussi des candidats ou des personnalités d'ouverture».

Cette annonce, qui risque de modifier quelque peu le paysage politique en amenant «la gauche de la gauche» au Parlement, a suscité d'autant plus de commentaires que la nouvelle coalition bénéficie du soutien de personnalités connues du monde universitaire et culturel, mais surtout de l'appui résolu de la direction régionale de Charleroi de la Fédération générale des travailleurs de Belgique.

C'est une sorte de coup de tonnerre dans un pays où la centrale syndicale a de tout temps soutenu le Parti socialiste, avec lequel elle entretient des liens organiques. «Notre région a beaucoup souffert des restructurations et des pertes d'emplois, et les travailleurs s'y sentent trahis par le PS. C'était jusqu'ici notre parti, mais il est entré dans une logique libérale avec le traité de Lisbonne et le pacte de stabilité, justifie Christian Viroux, dirigeant de la Régionale de Charleroi. Il est normal que nous soutenions une gauche qui accepte de se mouiller pour casser la mécanique libérale.» La direction du PS ne cache pas son inquiétude, accusant le PTB-GO de «se tromper d'adversaire en faisant le jeu de la droite».

Françoise Germain-Robin

## Inde : 11 partis s'allient autour des communistes pour constituer un "Third Front"

[http://www.editoweb.eu/nicolas\\_maury/Inde-11-partis-s-allient-autour-des-communistes-pour-constituer-un-Third-Front\\_a7372.html](http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Inde-11-partis-s-allient-autour-des-communistes-pour-constituer-un-Third-Front_a7372.html)

Les élections générales en Inde se tiendront le 31 mai 2014, 545 seront en jeu. Narendra Modi du parti nationaliste BJP (Bharatiya Janata Party) est donné vainqueur face aux sortants de l'Indian National Congress (conduit par Rahul Gandhi). 11 partis communistes, progressistes, séculaires ont annoncé constituer un bloc fédéral ou une troisième force contre le BJP et l'INC - article et traduction Nico Maury

Les dirigeants de 11 de partis indiens se rencontrent à New Delhi pour "former un bloc fédéral ou une troisième force pour coordonner des actions politiques communes" pour attaquer le Congress et le BJP. L'objectif immédiat de ces 11 partis est de s'opposer à la décision du gouvernement actuel (conduit par l'INC) de faire voter des mesures populistes lors de la prochaine session du Parlement.

Parmi les partis présents à la réunion étaient présent les partis constituant du Left Front : Le Parti communiste d'Inde (CPI), le Parti communiste d'Inde Marxiste (CPIM), le Parti socialiste révolutionnaire (RSP) et le All India Forward Bloc (AIFB). Et des partis régionaux : Le Samajwadi Party (socialisme - Uttar Pradesh), le Janata Dal (United) (socialisme laïc - Bihar et Jharkhand), le Biju Janata Dal (social-démocrate - Odisha), All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam (social-démocrate - Tamil Nadu), Jharkhand Vikas Morcha (Jharkhand), Janata Dal (Secular) (social-démocrate - Karnataka et Kerala).

Trois autres partis qui n'ont pas une représentation à la Lok Sabha et Rajya Sabha se joindront aussi à la réunion de constitution du Third Front.

Le porte-parole national du JD (U) KC Tyagi, a déclaré au journal, The Indian Express: "Maintenant, avec 11 partis confirmant leur volonté de constituer un bloc fédéral, le troisième front commence à prendre forme".

## Ukraine : Des "fronts antifascistes" créés à Kharkov et à Kiev

A Kharkov (dans l'Est du pays), et à Kiev (la capitale occupée par les néonazis de "EuroMaïdan") des "fronts antifascistes" sont constitués pour résister au coup d'état fasciste dans le pays - article et traduction Nico Maury

Ukraine : Des "fronts antifascistes" créés à Kharkov et à Kiev  
A Kiev, un Front populaire antifasciste créé par le Parti communiste (KPU)

Dans la capitale le Front populaire antifasciste comprend des représentants de diverses organisations sociales, unies pour lutter contre la menace d'une rébellion fasciste dans le pays.

Le but principal du Front antifasciste dans la capitale est de coordonner toutes les forces antifascistes et antinazies de la ville, de trouver solutions pratiques pour lutter contre le fascisme et le néonazisme à Kiev, avec les équipes nationales. Pour le Front il faut protéger la ville des terroristes et des criminels fascistes qui ont empiété sur l'intégrité, la stabilité et la tranquillité de Kiev.

Le Front populaire antifasciste a élu le communiste Amar Al-Anni (KPU) comme coordinateur de la ville de Kiev. Le Front populaire antifasciste a appelé tous les hommes à organiser une garde nationale dans la ville-héros de Kiev.

"Ensemble nous sommes forts ! Ne laissons pas la gangrène fasciste dans notre maison !"

Ukraine : Des "fronts antifascistes" créés à Kharkov et à Kiev  
A Kharkov, un "Front d'Ukraine" antifasciste

"La patrie est en danger !" clame les antifascistes à Kharkov, au Palais des Sports, où était présent des délégués de 20 régions, de 50 organisations non gouvernementales, et des élus. Les communistes de Kharkov dirigés par le Premier secrétaire du comité régional du Parti communiste, Alla Alexander, étaient massivement présent.

Les participants de la réunion ont fait adopter une résolution annonçant la création du "Front ukrainien", rassemblant des organisations qui souhaitent :

- Rompre le blocus médiatique des médias en main de l'opposition ;
- Soutien aux militaires et agents des forces de l'ordre ;
- Organiser un référendum pour lever l'immunité parlementaire des députés ayant organisé le coup d'État ;
- Exiger la libération des locaux administratifs, des rues et des places occupées par l'opposition.
- Création de la "garde populaire du front" composée de vétérans de la guerre d'Afghanistan, de vétérans des forces de l'ordre.

Ukraine : Des "fronts antifascistes" créés à Kharkov et à Kiev  
Cette initiative a été précédée par la création de milices populaires :

- à Donetsk, par le KPU, le Parti des régions et les cosaques ;
- à Soumy, par le KPU et des organisations de vétérans ;
- à Zaporojjié, par le KPU ;
- à Stakhanov, par le KPU ;
- à Dnipropetrovsk, par le KPU ;
- à Odessa, par le KPU ;
- à Sebastopol, par la municipalité (Parti des régions et parti pro-russe "Unité Russe") et le KPU ;
- à Simferopol, par la municipalité (Parti des régions), le KPU et les cosaques ;
- à Théodosie, par la municipalité (Parti des régions) ;
- à Lougansk, par la municipalité (Parti des régions et KPU)

*Spécial  
Transports  
scolaires*



**N°7  
Ter**



## **Le journal du groupe Front de Gauche du Conseil Général**

*Christiane Lehmann - Jean-Louis Portaz*

*Le Conseil général l'avait annoncé : il a délibéré définitivement sur le tarif des transports scolaires le lundi 3 février 2014.*

*Nous vous en informons sans attendre. Le reste de notre compte rendu de la session, et de celle du 31 janvier, vous sera envoyé plus tard.*

*Après la séance du 18 octobre, le Conseil général avait lancé une concertation : une information des parents d'élèves, sans que les tarifs envisagés leur soient indiqués, des rencontres avec les chefs d'établissements, avec les élus organisant les circuits sur le terrain et les associations de parents d'élèves.*

*Le Conseil Départemental de l'Education Nationale, obligatoirement consulté, avait émis un vote défavorable par 15 voix contre 2.*

*Trois pétitions ont été organisées : une par la FCPE (1978 signatures), une par le PCF (522 signatures) et la nôtre (1123 signatures). Une quarantaine de militants du PCF manifestaient en outre devant le Conseil général.*

*Nous remercions vivement toutes les personnes et les organisations qui se sont engagées sans réticence pour un principe qui nous est cher.*

*Ensemble, nous avons réussi à faire reculer les 35 autres conseillers généraux. Nous dirons cependant que leur choix, même un peu amélioré, reste, pour nous, inacceptable.*

*Nous serons aux côtés de tous ceux qui continuent à ne pas l'accepter, épaulerons leurs initiatives et les porterons lors des séances à venir du Conseil Général.*

*Merci à tous.*

**Christiane Lehmann, Jean-Louis Portaz**



## Compte rendu de la séance du 3 février 2014 sur les transports scolaires

La délibération du 18 octobre 2013, acquise par 35 voix contre deux, n'était favorable qu'à une très faible minorité : quelques familles du canton de Montmélian n'ayant qu'un enfant scolarisé et dont le quotient familial était inférieur à 490. Pour ces seules familles, cela se serait traduit par une baisse de 5€ (-10 %). Pour toutes les autres, il s'agissait d'une augmentation de 10 à 800 %.

	QF<490	491<QF<590	591<QF691	>691
1 enfant	45	90	120	150
2 enfants	90	180	240	300
3 enfants	135	270	360	450

### La concertation annoncée par le CG a consisté à :

- ⇒ L'envoi d'un courrier aux familles, dans lequel aucune proposition chiffrée n'était donnée. L'immense majorité des personnes concernées n'a pas connaissance de la somme qui lui sera demandée.
- ⇒ Des rencontres avec les fédérations de parents d'élèves, les organisateurs locaux, les principaux de collèges ...
- ⇒ La consultation (au demeurant obligatoire) du Conseil Départemental de l'Education Nationale (CDEN), qui rassemble des représentants des élus, des parents d'élèves, des enseignants et d'associations gravitant autour de l'école.

### Que reprochions-nous à la proposition ?

- a) d'attenter gravement au **principe de gratuité de l'école**
- b) de mettre en difficulté les **écoles rurales**
- c) de ne pas aller dans le sens du **développement durable** qui fait pourtant l'objet d'une commission spécifique au Conseil général
- d) de **protéger les plus riches** : des quotients familiaux si faibles que de l'aveu même des services du CG, 73 % des familles paieront plein tarif !  
Une grille qui n'épargne ni les familles qui ne sont pas imposables, ni les familles nombreuses (pas de dégressivité liée au nombre d'enfants transportés)
- e) Au cours de la séance du CDEN, nous avons montré les confusions regrettables entre salaire et revenu médian, entre revenu d'une famille et unité de consommation. Notre démonstration n'a fait l'objet d'aucune remarque, d'aucun démenti ...

### Le Conseil Général a revu sa copie

Une première tentative abaissait de 10€ seulement la contribution des familles. Constatant notre isolement sur le principe de gratuité, nous lui avons opposé la grille de la Corrèze qui nous paraissait plus conforme à un tarif social :

Quotient familial	Taux imposition	Tarifs			
		1 <sup>er</sup> enfant	2 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>	Interne
de 0 à 497€	non imposable	30 €	20 €	10 €	15 €
de 498 à 991 €	5,50 %				
de 992 à 2201 €	14 %	60 €	40 €	20 €	30 €
de 2202 à 5902 €	30 %	120 €	80 €	40 €	60 €
+ de 5902 €	41 %	240 €	160 €	80 €	120

*Grille de la Corrèze (site du Conseil général de la Corrèze)*

A la faveur d'une suspension de séance décidée immédiatement après par le Président, le groupe Savoie pour tous » (PS+MRG+apparentés) est venu avec une nouvelle proposition :

	QF<550	551<QF<650	651<QF<750	>750
1 enfant	40	70	105	140
2 enfants	80	140	210	280
3 enfants	100	175	262,50	350

- Toutes les tranches sont relevées de 59 points. *Nous avons essayé de « tirer » l'ensemble de la grille vers le revenu médian de 1100€, mais les élus de droite et socialistes s'y sont opposés.*
- La taille de la famille est mieux prise en compte : rabais de 50 % pour le troisième enfant, gratuité pour les suivants.

Il est difficile en peu de temps d'apprécier l'avancée proposée. Les tranches étant différentes, les situations deviennent plus complexe.

Le tableau ci-dessous essaie cependant de comparer les propositions du 18 octobre et celles mises au vote le 03 février :

Nombre d'enfants	QF<490		491<QF<550		551<QF<590		591<QF<650		651<QF<690		691<QF<750		QF>750	
	18/10	3/02	18/10	3/02	18/10	3/02	18/10	3/02	18/10	3/02	18/10	3/02	18/10	3/02
1	45	40	90	40	90	70	120	70	120	105	150	105	150	140
2	90	80	180	80	180	140	240	140	240	210	300	210	300	280
3	135	100	270	100	270	175	360	175	360	262,5	450	262,5	450	350
4	180	100	360	100	360	175	480	175	480	262,5	600	262,5	600	350

Bien sûr, nous sommes fiers d'avoir contribué à faire économiser de 5 à 200€ (plus pour les familles de plus de trois enfants) aux parents d'élèves savoyards.

Nous avons cependant confirmé notre opposition et voté contre, parce que ce progrès n'efface pas nos critiques antérieures :

► Gratuité abandonnée

► Note qui reste très lourde : il n'y a toujours que les familles les plus pauvres, un peu plus nombreuses, du canton de Montmélian qui y gagnent et, désormais, celles des Echelles pour qui ça ne change pas.

Toutes les autres seront augmentées de 9 à 700 % (contre 10 à 800 % en octobre)

► Parce que les riches sont toujours protégés : la tranche supérieure correspond à un revenu de 2250 € mensuels pour un couple avec 2 enfants, soit le revenu d'un couple dont les parents touchent chacun le SMIC.

Ils paieront toujours la même chose qu'un couple assujetti à l'impôt sur la fortune !!

► Parce que le Conseil général, avec une épargne brute en augmentation de +23% sur un an, avait largement les moyens de revenir sur ses choix.

## Le Front de Gauche sauve l'honneur de la Gauche au Conseil général

Robert Gardette (PS) :  
«C'était inéluctable»

**POUR**

On aurait pu croire que Robert Gardette, conseiller général et secrétaire départemental PS, verrait, d'un côté ou d'un autre, quelque chose à redire sur cette réforme de la majorité. Il en serait en fait presque le meilleur défenseur. « C'était devenu inéluctable, nous ne sommes pas contre l'idée de taxer les familles qui utilisent les transports scolaires. »

Le vote des élus PS, aujourd'hui, paraît donc assez clair.

S'il concède que l'augmentation de la TVA, de l'essence et la réforme des rythmes scolaires sont des explications afin de « faire porter le chapeau au gouvernement », il explique que le système actuel amenait trop de dérives. « Avec de simples frais



Robert Gardette, conseiller général PS (SPT) est favorable à la réforme. Photo G. DUB.

de dossier, les familles s'inscrivent mais n'utilisent pas les bus. Résultat : certains circulent à vide. La gratuité n'existe pas, c'est le contribuable qui paye, et dans ce cas pour un service sous-utilisé. »

C.D.B.

Le Premier secrétaire du Parti Socialiste, comme l'ensemble du groupe « Savoie pour tous » ne se souvient pas des luttes de ses prédécesseurs, dans les années 1970/1980, pour la gratuité de l'école, aux côtés des syndicats d'enseignants d'alors, des parents de la FCPE et du comité national d'action laïque.

Un peu « gêné aux entournures » pour se justifier, le seul argument qu'il avance est que « les familles s'inscrivent, mais n'utilisent pas les bus », ce qui rendrait inéluctable une augmentation sévère de la somme demandée.

Cet argument est celui de la droite, au plan national comme au Conseil général. Pour elle, les victimes sont toujours responsables des mauvais coups qui les frappent : les chômeurs sont des paresseux, les malades des gaspilleurs, etc. Il s'agit toujours, pour elle, de diviser ses adversaires et de déculpabiliser ses électeurs.

Mais la droite du Conseil général, si elle l'a utilisé en séance, n'avait jamais osé le faire publiquement.

Comme sur d'autres sujets, ce dont la droite rêvait, le groupe Savoie Pour Tous, l'a fait ...

Nous avons déjà dit le 18 octobre ce que nous en pensions : les parents sont confrontés à des situations diverses, qu'il faut connaître afin de remédier correctement à toute anomalie. Cela implique une concertation et une adaptation de la charte départementale des transports scolaires, pas une pénalisation de tous.

Le Front de gauche  
demande un moratoire

**CONTRE**

Depuis la délibération du conseil général du 18 octobre 2013 validant le principe des transports scolaires payants à la rentrée 2014, Christiane Lehmann, conseillère générale PC, et Jean-Louis Portaz, conseiller général Front de gauche, ne décolèrent pas. Ces élus ont lancé une pétition et recueilli plus de 1000 signatures au 26 janvier. Et les mouvements similaires enclenchés par la fédération de Savoie du Parti communiste et par la fédération de parents d'élèves FCPE de Savoie réévalueraient à 2000 le nombre de signatures. Appelant à un moratoire sur la hausse envisagée de la participation des familles, et à de nouvelles concertations par canton, les élus du Front de



La conseillère générale PC, Christiane Lehmann est contre la réforme. Photo G. DUB.

gauche souhaitent que le choix soit celui de l'augmentation de la taxe foncière pour couvrir la hausse de la TVA sur les transports et la semaine de quatre jours et demi dans les écoles primaires.

Raphaël SANDRAZ

## Mory Ducros : "Un pacte de responsabilité qui coûte 3000 emplois" (PCF)

Le terme de "Victoire" que s'est permis d'employer Arnaud Montebourg est particulièrement inapproprié pour le dossier Mory Ducros, voir choquant dans la bouche du ministre du redressement productif.

Comment parler de victoire quand 3 000 salariés vont se retrouver licenciés à l'issue de la reprise de l'actionnaire Arcole Industrie ? Comment parler de victoire quand l'accord sur le plan de restructuration n'a reçu aucune signature de syndicats représentatifs de l'entreprise mais uniquement celle de la CFDT des transports sur fond de manipulation, d'intox et de pressions diverses du patronat des transports ? On ne peut parler de dialogue social ou de démocratie sociale et accepter un tel accord. Enfin, comment parler de victoire, quand Mory Ducros représente l'un des plus grands plans de licenciements de ces dernières années avec celui de la Redoute ?

Cette coopération permanente entre le gouvernement et le Medef qui a commencé sur le dossier de Florange ne sert ni les travailleurs, ni l'emploi mais au contraire, il contribue à la liquidation de notre industrie au profit de l'intérêt des grands groupes et de leurs actionnaires.

## Pour un pacte de solidarité contre le pacte de responsabilité

Par Yves Dimicoli, économiste, membre de la commission économie du Parti Communiste Français.

Le pacte de responsabilité de Hollande fait du Medef le partenaire privilégié d'un État chargé non plus de corriger les excès du marché, comme naguère l'État providence social-démocrate, mais d'intégrer salariés et citoyens aux conditions requises par les marchés pour dominer sans entrave toute la société.

Cette politique tourne le dos aux exigences qui montent de toutes parts avec la progression du chômage, malgré la promesse de l'infléchir, le délitement des services publics, malgré les hausses répétitives d'impôts et la promesse de défendre le modèle social français, l'écrasement des revenus salariaux, malgré la promesse de combattre les inégalités et de préserver le niveau de vie. C'est cette opposition qu'il nous faut majorer contre le découragement et la résignation dont les sondages n'arrêtent pas de renvoyer l'image désespérante aux Français.

Ce doit être là l'apport original et si nécessaire du PCF, en nous efforçant de conjuguer sans cesse propositions cohérentes, radicales et réalistes sur le fond et rassemblement le plus large possible à gauche. Contre la montée du FN aujourd'hui, contre la récupération, demain, des échecs de Hollande par la droite, il nous faut faire grandir en crédibilité et en popularité nos propositions et leur sens.

Deux exigences, au moins, nous invitent à faire preuve de beaucoup plus d'audace en ce sens. C'est, d'abord, la nécessité de contribuer à redonner de la force aux luttes pour refuser la baisse du « coût du travail », combattre, au contraire, le coût du capital et exiger que l'argent des profits, des fonds publics et du crédit serve à une relance de progrès social. D'ailleurs, la CGT a décidé aussi de faire campagne contre le coût du capital. Et les syndicats sont hostiles ou réservés par rapport au pacte de Hollande.

Mais c'est aussi la nécessité de tendre la main, plus que jamais, à l'électorat socialiste en déshérence, alors que les critiques de la politique de Hollande formulées à la gauche du PS demeurent très insuffisantes, dénuées de toute contre-proposition. Le président de la République arrive à diviser la droite et se fait applaudir par le Medef. Ce qu'il entreprend peut aussi séduire à gauche, par défaut. N'affirme-t-il pas que son « donnant-donnant » avec les patrons est à même de réconcilier dans les entreprises progrès de la « compétitivité » par la baisse du « coût du travail » et progrès de l'emploi pour un redressement de la production nationale ? Il va même jusqu'à appeler cela le « socialisme de l'offre »...

N'affirme-t-il pas que son pacte est en mesure de concilier baisse accrue de la dépense publique, requise par les marchés financiers, et sauvegarde du modèle social français avec, en prime, la promesse d'une baisse des impôts ? La riposte à ce défi d'union sacrée au service de la domination du capital financier nécessite que nous soyons à l'offensive en contre-proposant sur l'ensemble du champ couvert par ce pacte, incluant la fiscalité. Opposons aux prétentions du pacte de responsabilité l'exigence d'un « pacte de solidarité », comme l'a proposé Pierre Laurent, moyennant un tout autre « donnant-donnant » avec les entreprises, à l'appui des luttes et de l'exigence de pouvoirs nouveaux pour les salariés et les citoyens.

Cela concerne quatre grands axes d'intervention politique :

- pour baisser les charges financières au lieu des « charges sociales », proposons un nouveau crédit bancaire pour les investissements matériels et de recherche des entreprises : son taux d'intérêt serait d'autant plus abaissé, jusqu'à zéro, voire en dessous (non-remboursement d'une partie du prêt), que ces investissements programmeront plus d'emplois et de formations correctement rémunérés. Et, pour déployer ce nouveau crédit, un pôle financier public incluant la Banque publique d'investissement ;

- l'arrêt définitif des exonérations de « charges sociales », la taxation des revenus financiers des entreprises et des banques et une modulation du taux de cotisation sociale patronale favorable à l'emploi, à la formation, aux salaires et pénalisante pour la croissance financière des capitaux ;

- une relance forte des services publics, car seulement une telle relance permettrait de concilier gains de productivité et croissance des débouchés, à l'inverse de ce qui se fait aujourd'hui qui alimente le chômage. Et exigeons que cette relance nécessaire soit financée par la BCE avec la « planche à billets » ;

- une réforme fiscale visant la justice sociale, mais aussi l'efficacité économique, par une modulation de l'impôt sur les sociétés selon l'usage fait des bénéfices pour ou contre l'emploi, moyennant aussi une taxation des actifs financiers des entreprises et des banques, adjointe à une nouvelle taxe professionnelle, pour financer les collectivités locales.

Voilà autant d'axes de riposte précis et cohérents qui, simultanément, mettront notre campagne contre le coût du capital en prise avec les enjeux des élections municipales et européennes.

## L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

